



---

**Conférence des Parties agissant comme réunion  
des Parties au Protocole de Kyoto**

Treizième session

**Bonn, 6-17 novembre 2017**

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire

**Questions relatives au Fonds pour l'adaptation**

**Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation**

**Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation**

**Note du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation**

*Résumé*

Le présent rapport a été établi comme suite à la décision 1/CMP.3 par laquelle le Conseil du Fonds pour l'adaptation a été prié de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ; il porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017. Le Président du Conseil rendra compte oralement à la treizième session de la CMP des activités réalisées entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 octobre 2017. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations concernant les mesures que la CMP pourrait prendre le cas échéant. On y trouvera notamment des renseignements sur les décisions et dispositions prises par le Conseil du Fonds pour l'adaptation et dont la CMP doit prendre note.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–5	3
A. Mandat .....	1–2	3
B. Objet du rapport.....	3	3
C. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa treizième session .....	4–5	3
II. Activités menées pendant la période considérée .....	6–57	4
III. Appui apporté à l'exécution du mandat du Conseil du Fonds pour l'adaptation.....	58–66	16
IV. Le Fonds pour l'adaptation et l'Accord de Paris.....	67–72	18
<b>Annexes</b>		
I. Added value of the Adaptation Fund for the operationalization of the Paris Agreement: information relevant to the process outlined in paragraphs 59 and 60 of decision 1/CP.21, paragraph 14 of decision 1/CP.22, paragraph 11, of decision 1/CMA.1 and paragraph 9 of decision 1/CMP.11 .....		19
II. Adaptation Fund Board members and alternate members.....		24
III. Approved and estimated fiscal year 2017 budget and approved fiscal year 2018 budget of the Adaptation Fund Board, the secretariat and the trustee.....		26
IV. List of accredited implementing entities .....		27
V. Project funding approvals by the Adaptation Fund Board between 1 July 2016 and 30 June 2017.....		28
VI. Contributors to the Adaptation Fund.....		35
VII. Status of the portfolio of the Adaptation Fund .....		36
VIII. Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2017, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its thirteenth session .....		44

## I. Introduction

### A. Mandat

1. À sa septième session, la Conférence des Parties (COP) est convenue de créer le Fonds pour l'adaptation (ci-après le Fonds)<sup>1</sup>. À sa troisième session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds pour l'adaptation serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation (ci-après le Conseil) et qu'il serait appuyé par un secrétariat et un administrateur provisoire (ci-après l'administrateur)<sup>2</sup>.

2. À sa troisième session, la CMP a demandé au Conseil de lui faire rapport sur ses activités à chacune de ses sessions. Elle a invité le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à fournir des services de secrétariat au Conseil et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale) à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds, à titre provisoire pour l'un comme pour l'autre<sup>3</sup>.

### B. Objet du rapport

3. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis par le Fonds, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations concernant les mesures que la CMP devrait prendre le cas échéant. Sauf indication contraire, il porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017.

### C. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa treizième session

4. La CMP pourrait prendre note des informations figurant dans le présent rapport.

5. Le Conseil invite la CMP à prendre note des principales activités, dispositions et décisions ci-après, qui ont été menées et prises conformément au paragraphe 10 de la décision 1/CMP.4 :

a) Au cours de la période considérée, deux entités d'exécution nationales habilitées à accéder directement aux ressources du Fonds ont été accréditées dans le cadre d'une procédure d'accréditation simplifiée. À la date du présent rapport, 25 entités d'exécution nationales, 6 entités régionales et 12 entités multilatérales étaient accréditées. En particulier, 4 entités nationales des pays les moins avancés (PMA) et 6 entités nationales des petits États insulaires en développement (PEID) ont été accréditées. Parmi les 43 entités d'exécution accréditées que compte le Fonds, 12 ont été réaccréditées, à savoir 2 entités nationales, 1 entité régionale et 9 entités multilatérales ;

b) Au 30 juin 2017, les recettes cumulées du fonds d'affectation spéciale du Fonds atteignaient 649,5 millions de dollars des États-Unis, dont 197,8 millions de dollars provenant de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), 442,4 millions de dollars de contributions additionnelles, et 9,3 millions de dollars de revenus de placements produits par le solde du Fonds d'affectation spéciale. Au cours de la période considérée, les recettes se sont chiffrées à 102,6 millions de dollars, dont 1,2 million de dollars provenant de la monétisation des URCE, 97,6 millions de dollars de contributions additionnelles et 3,7 millions de dollars de revenus de placements ;

<sup>1</sup> Décision 10/CP.7, par. 1.

<sup>2</sup> Décision 1/CMP.3, par. 3.

<sup>3</sup> Décision 1/CMP.3, par. 5 1) et 18 à 23.

c) Le montant cumulé des projets et programmes approuvés atteignait 418,1 millions de dollars au 30 juin 2017 ;

d) Le montant des dons pour le développement de la capacité d'accès direct approuvés se chiffrait à 275 000 dollars, dont 100 000 dollars au titre de la coopération Sud-Sud, 145 000 dollars au titre de l'assistance technique à la mise en œuvre des politiques sociales et environnementales et des politiques relatives aux questions de genre et 30 000 dollars au titre de l'assistance technique à la mise en œuvre des politiques relatives aux questions de genre (se référer à la figure 4 pour un résumé complet des décisions liées aux dons pour le développement de la capacité d'accès direct) ;

e) Un premier projet multinational régional, d'un montant total de 6,8 millions de dollars et ciblant l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda, a été approuvé, et la décision a été prise de continuer à financer les programmes et projets régionaux non inclus dans le programme pilote concernant les projets et programmes régionaux (ci-après programme pilote) lancé en mai 2015 ;

f) Le débat s'est poursuivi sur la question des relations entre le Fonds et le Fonds vert pour le climat ;

g) La création du Mécanisme spécial de traitement des plaintes a été approuvée. Celui-ci vise à promouvoir la responsabilité du Fonds et à aider à répondre, par l'intermédiaire d'une approche participative, aux plaintes déposées contre un projet ou un programme financé par le Fonds ;

h) Des progrès ont été accomplis concernant l'élaboration d'une stratégie à moyen terme pour le Fonds ;

i) Au 30 juin 2017, 185,9 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement ;

j) Neuf propositions de projet/programme national soumises par des entités d'exécution ont été approuvées pour un montant total de 60,4 millions de dollars, à savoir 4 provenant d'entités nationales pour un montant de 32,5 millions de dollars (Antigua-et-Barbuda, Éthiopie, Inde et Panama), 2 provenant d'entités régionales pour un montant de 11,9 millions de dollars (États fédérés de Micronésie et Pérou) et 3 provenant d'entités multilatérales pour un montant total de 16,0 millions de dollars (Honduras, Paraguay et République populaire démocratique lao) ;

k) Au cours de la période considérée, l'Allemagne, l'Italie, la Suède ainsi que les régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale de Belgique ont versé 97,6 millions de dollars de contributions.

## II. Activités menées pendant la période considérée

6. Au cours de la période considérée, le Conseil a tenu deux réunions, l'une comme l'autre dans les locaux du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, à Bonn. Les ordres du jour annotés (y compris la documentation de fond sur les points de l'ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds<sup>4</sup>.

7. Les principales activités menées par le Conseil pendant la période considérée sont décrites dans les sections suivantes.

### *Élection du Président et du Vice-Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

8. À sa vingt-huitième réunion, en application du paragraphe 13 de la décision 1/CMP.3, le Conseil a élu par consensus M. Michael Jan Hendrik Kracht (Allemagne, États d'Europe occidentale et autres États) Président du Conseil. À sa vingt-neuvième réunion, il a élu M. Victor Viñas (République dominicaine, États d'Amérique latine et des Caraïbes) Vice-Président.

<sup>4</sup> [www.adaptation-fund.org](http://www.adaptation-fund.org).

*Changements dans la composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

9. Pendant la période considérée, plusieurs membres et membres suppléants du Conseil ont été remplacés. Parmi les membres, M. Ibila Djibril (Bénin, États d'Afrique) a remplacé M. Yerima Peter Tarfa (Nigéria), M. Viñas a remplacé M. Emilio Luis Sempris Ceballos (Panama, États d'Amérique latine et des Caraïbes) et M. Charles Mutai (Kenya, Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I)) a remplacé M<sup>me</sup> Fatuma Mohamed Hussein (Kenya). Parmi les membres suppléants, M. Mohamed Zmerli (Tunisie, États d'Afrique) a remplacé M. Petrus Muteyauli (Namibie), M<sup>me</sup> Yadira Gonzales (Cuba, États d'Amérique latine et des Caraïbes) a remplacé M<sup>me</sup> Irina Helena Pineda Aguilar (Honduras), M<sup>me</sup> Sylviane Bilgischer (Belgique, États d'Europe occidentale et autres États) a remplacé M. Marc-Antoine Martin (France) et M. Martin a remplacé M. Markku Kanninen (Finlande, Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I)). En outre, M. Albara Tawfiq (Arabie saoudite), membre, et M. Ahmed Waheed (Maldives), membre suppléant, tous deux pour les États d'Asie et du Pacifique, ont échangé leurs postes et M. Samuela Lagataki (Fiji), membre, et M. Paul Elreen Phillip (Grenade), membre suppléant, tous deux pour les PEID, ont échangé leurs postes.

10. La liste complète des membres et membres suppléants du Conseil figure à l'annexe II.

*Calendrier des réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2017*

11. Le Conseil a adopté un calendrier pour ses vingt-neuvième et trentième réunions, organisées en 2017 (voir tableau 1). Les réunions du Comité d'examen des programmes et projets et du Comité de l'éthique et des finances se sont tenues immédiatement avant la réunion du Conseil de mars et se tiendront à nouveau immédiatement avant la réunion du Conseil d'octobre.

Tableau 1

**Calendrier des réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2017**

<i>Dates</i>	<i>Lieu</i>
Vingt-neuvième réunion, 16 et 17 mars	Bonn, Allemagne
Trentième réunion, 12 et 13 octobre	Bonn, Allemagne

*Ressources du Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation*

12. Au 30 juin 2017, l'administrateur avait vendu 26,3 millions d'URCE du Fonds au prix moyen de 7,53 dollars, ce qui avait rapporté 197,8 millions de dollars. Le produit de la monétisation des URCE s'est chiffré à 1,8 million de dollars pour la période de douze mois s'achevant le 30 juin 2017. À cette date, il restait 10,5 millions d'URCE à vendre, conformément aux directives sur le programme de monétisation des URCE adoptées par le Conseil. À ce jour, le montant total transféré aux entités d'exécution par l'administrateur sur ordre du Conseil s'établit à 234,3 millions de dollars.

13. Au 30 juin 2017, 185,9 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement.

*Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

14. À sa vingt-neuvième réunion, le Conseil a adopté son plan de travail pour l'exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Décision B.29/36 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

*Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur*

15. À sa vingt-neuvième réunion, le Conseil a examiné et approuvé l'allocation des ressources à l'appui des activités du Conseil, de son secrétariat et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2018 (voir annexe III)<sup>6</sup>. Les prévisions de dépenses d'administration approuvées se chiffrent à 5 579 415 dollars au 30 juin 2017, soit une hausse de 7 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par : 1) une augmentation des dépenses de personnel due à la création de deux postes dans les domaines des communications et de la gestion des connaissances et à la prolongation du poste provisoire d'assistant principal de programme ; et 2) les dépenses liées aux consultants et les dépenses connexes supplémentaires associées à l'examen des projets et à la mise en œuvre de la version actualisée de la stratégie de gestion des connaissances et du plan d'action. En conséquence, le secrétariat sera en mesure de pallier le manque chronique de personnel et de faire face à l'augmentation du nombre de projets à examiner et des activités administratives connexes ainsi qu'à l'accroissement des besoins liés à son mandat et à l'émergence de nouveaux domaines d'action. En outre, il a lancé en juin 2017 l'exécution de la phase II de l'évaluation globale du Fonds, ce qui nécessite une dépense ponctuelle pour l'exercice budgétaire 2018.

*Accréditation des entités d'exécution*

16. Aux termes du paragraphe 30 de la décision 1/CMP.3, « pour soumettre une proposition de projet, les Parties et les entités chargées de la mise en œuvre ou de l'exécution doivent remplir les critères adoptés par le Conseil du Fonds pour l'adaptation conformément au paragraphe 5 c) ci-dessus, afin de pouvoir accéder à un financement par le Fonds pour l'adaptation ».

17. Le Groupe d'experts de l'accréditation s'est réuni trois fois au cours de la période considérée. Le Conseil a élu M. Chebet Maikut (Ouganda, États d'Afrique) Président et M<sup>me</sup> Yuka Greiler (Suisse, États d'Europe occidentale et autres États) Vice-Présidente. Ces deux membres du Conseil constituent, avec quatre experts indépendants, le Groupe d'experts de l'accréditation.

18. Conformément à la décision citée au paragraphe 16 ci-dessus, au cours de la période considérée, le Conseil a examiné les recommandations du Groupe d'experts et approuvé l'accréditation de deux nouvelles entités d'exécution nationales, à savoir le Ministère des finances et de la gestion économique des Îles Cook et le Département arménien de l'exécution des projets environnementaux. Pendant la période considérée, 25 entités d'exécution nationales, 6 entités régionales et 12 entités multilatérales étaient accréditées. En particulier, 4 entités nationales de PMA et 6 entités nationales de PEID ont été accréditées. Dix-sept entités nationales des PMA et 5 entités nationales des PEID sont en cours d'accréditation. Sur les 43 entités d'exécution accréditées, 12 ont été réaccréditées : 2 entités nationales, 1 entité régionale et 9 entités multilatérales. La liste des entités d'exécution accréditées figure à l'annexe IV.

*Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

19. Créés par le Conseil en 2009, le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets se sont réunis à deux reprises au cours de la période considérée, programmant leurs réunions deux jours avant celles du Conseil. M<sup>me</sup> Monika Antosik (Pologne, États d'Europe orientale) a été élue Présidente du Comité d'examen des programmes et projets et M. Mirza Shawkat Ali (Bangladesh, États d'Asie et du Pacifique) Vice-Président. M<sup>me</sup> Patience Dampsey (Ghana, Parties non visées à l'annexe I) a été élue Présidente du Comité de l'éthique et des finances et M<sup>me</sup> Tove Zetterström-Goldmann (Suède, Parties visées à l'annexe I) Vice-Présidente.

20. Le Comité de l'éthique et des finances a examiné les points ci-après et formulé des recommandations à leur propos à l'intention du Conseil : évaluation du Fonds et nomination d'un groupe d'examen indépendant pour la phase II de l'évaluation globale du Fonds, solutions envisageables pour la création d'une fonction d'évaluation et incidences

<sup>6</sup> Décision B.29/37 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

financières, stratégie de gestion des connaissances, efficacité et efficience de la procédure d'accréditation, politique et plan d'action du Fonds concernant les questions de genre, mécanisme de traitement des plaintes, demandes présentées par des entités d'exécution nationales concernant l'augmentation du plafond par pays, revenus de placements et modifications importantes des projets financés par le Fonds, et budget et plan de travail du Conseil, du secrétariat et de l'administrateur.

21. À la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets avait étudié, lors de ses deux réunions et d'une période d'examen intersession, 15 ébauches et 20 propositions complètes concernant des projets nationaux, soit 24 projets distincts. Au titre du programme pilote, il avait également examiné 2 ébauches préliminaires, 9 ébauches et 10 propositions complètes concernant des projets multinationaux régionaux, soit 12 projets distincts. Par ailleurs, il a examiné les questions liées à la poursuite de l'appel à propositions au titre du programme pilote et communiqué au Conseil le résultat de ses délibérations. À cet égard, à sa vingt-huitième session, le Conseil a décidé de continuer à financer les projets et programmes régionaux non inclus dans le programme pilote et transformé ce dernier en guichet de financement du Fonds assorti d'un budget approuvé chaque année. Par ailleurs, le Comité a examiné le principe du financement du coût total de l'adaptation pour les projets et programmes financés par le Fonds et communiqué au Conseil le résultat de ses délibérations. Enfin, il a examiné les différents moyens de tirer des enseignements et d'évaluer l'incidence des projets et programmes du Fonds après leur mise en œuvre.

#### *Décisions de financement de projets et programmes d'adaptation*

22. À sa quatrième session, la CMP a demandé au Conseil de commencer à traiter les propositions de financement de projets, activités ou programmes, selon le cas, et de lui rendre compte des progrès accomplis<sup>7</sup>.

23. Conformément à la disposition citée au paragraphe précédent, le Conseil a approuvé, aux réunions qu'il a tenues au cours de la période considérée et pendant l'intersession (annexe V), le financement de 11 projets nationaux totalisant 78,1 millions de dollars et d'un projet régional d'un montant de 6,8 millions de dollars. À la fin de la période considérée, des propositions nationales et des propositions régionales, représentant respectivement 1,4 million et 19,0 millions de dollars, étaient en attente d'une décision que le Conseil devait prendre pendant l'intersession par l'intermédiaire d'une procédure de non-objection devant être terminée avant le 5 juillet 2017.

24. Les Parties dont le financement des propositions a été approuvé ou recommandé au cours de la période considérée sont les suivants : Antigua-et-Barbuda, Burundi, Colombie, Équateur, États fédérés de Micronésie, Éthiopie (deux propositions), Honduras, Inde, Kenya (deux propositions), Niger, Panama, Paraguay, Pérou, Rwanda, République populaire démocratique lao, République-Unie de Tanzanie, Sénégal et Ouganda (trois propositions). Il convient de noter que le projet ciblant l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda était le premier projet régional à être approuvé par le Conseil.

25. Outre les décisions de financement énumérées au paragraphe précédent, le Conseil a approuvé, aux réunions qu'il a tenues durant la période considérée, neuf ébauches de projet national pour un montant total de 43,3 millions de dollars (Équateur, Fidji, Îles Salomon, États fédérés de Micronésie, Namibie (deux propositions), République dominicaine, Suriname et Togo). Il a également approuvé quatre dons destinés à financer la formulation des projets soumis par des entités d'exécution nationales, pour un montant total de 120 000 dollars.

26. Dans le cadre du programme pilote (et, après sa conversion en composante permanente du Fonds comme indiqué au paragraphe 21 ci-dessus, du guichet de financement destiné aux programmes et projets régionaux), le Conseil a approuvé trois ébauches de projet régional totalisant 41,5 millions de dollars (1 pour le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Niger et le Togo, 1 pour les Comores, Madagascar, le Malawi et le Mozambique, et 1 pour Maurice et les Seychelles). Il a également approuvé le versement de

<sup>7</sup> Décision 1/CMP.4, par. 10.

320 000 dollars de dons destinés à financer la formulation de projets pour des ébauches approuvées. Une autre ébauche de projet régional réunissant le Bénin, le Burkina Faso et le Niger pour un montant de 8,6 millions de dollars ainsi que le don de 80 000 dollars destiné à financer sa formulation ont fait l'objet d'une recommandation pour approbation qui, à la date du rapport, était en attente d'une décision que le Conseil devait prendre pendant l'intersession par l'intermédiaire d'une procédure de non-objection de deux semaines devant être terminée avant le 5 juillet 2017.

27. Les secteurs représentés dans les propositions complètes et les ébauches approuvées sont les suivants : agriculture, gestion des zones côtières, réduction des risques de catastrophe, sécurité alimentaire, foresterie, développement rural, développement urbain et gestion des ressources en eau.

28. À sa onzième session, la CMP a demandé au Conseil de fournir dans ses rapports à la CMP des renseignements supplémentaires sur la situation du portefeuille du Fonds, notamment des projets à différents stades d'avancement<sup>8</sup>. Les informations demandées figurent à l'annexe VII (tableaux 2 à 6).

29. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) ayant le statut d'observateur, toutes les propositions de projet ou de programme sont publiées dès leur réception sur le site Web du Fonds, et les acteurs intéressés ont la possibilité de formuler des observations en ligne. Les observations concernant les propositions soumises au Conseil peuvent être adressées au secrétariat par message électronique<sup>9</sup>, sont consultables à la page du projet correspondant sur le site Web, et sont consignées dans le descriptif de projet correspondant adressé au Comité d'examen des programmes et projets.

#### *Stratégie à moyen terme*

30. À sa vingt-septième réunion, en mars 2016, le Conseil a demandé au secrétariat de lui présenter pour examen à sa vingt-huitième réunion plusieurs options de cadre stratégique à moyen terme, qui refléterait les priorités stratégiques du Fonds approuvées par la CMP et qui tiendrait compte des conclusions de la phase I de l'évaluation globale du Fonds et des éléments suivants, entre autres : 1) la situation financière du Fonds, notamment les efforts faits pour mobiliser des ressources ; 2) les progrès faits en ce qui concerne l'accréditation des entités d'exécution et le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'adaptation ; 3) l'allocation des fonds, y compris le plafond de 50 % fixé pour les propositions soumises par les entités d'exécution multilatérales en vertu de la décision B.12/9 du Conseil, le plafond par pays fixé en application de la décision B.13/23 du Conseil et l'examen des projets et programmes régionaux dans le cadre du Programme pilote concernant les projets et programmes régionaux et au-delà ; et 4) les échanges sur les liens potentiels entre le Fonds et le Fonds vert pour le climat. Le Conseil a examiné le document présentant diverses options de cadre stratégique à moyen terme à sa vingt-huitième réunion, en octobre 2016, et il a décidé d'établir une équipe spéciale chargée de guider les travaux du secrétariat concernant la stratégie à moyen-long terme et de demander au secrétariat de définir, sous la supervision de l'équipe spéciale, des éléments, notamment des options de stratégie à moyen terme pour le Fonds, et de les lui présenter pour examen à sa vingt-neuvième réunion en vue de mettre au point la stratégie finale pour la trentième réunion. Il a été décidé que la première formulation des éléments de la stratégie, notamment des options, serait confiée à un groupe spécial de parties prenantes et de décideurs dans le cadre notamment d'entretiens en marge de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties. Les membres du Conseil suivants ont été désignés pour faire partie de l'équipe spéciale durant l'intersession, avant la vingt-neuvième réunion du Conseil et à cette réunion : M. David Kaluba (Zambie, États d'Afrique), M. Naser Moghaddasi (République islamique d'Iran, États d'Asie et du Pacifique), M. Aram Ter-Zakaryan (Arménie, États d'Europe orientale), M. Lucas Di Pietro Paolo (Argentine, États d'Amérique latine et des Caraïbes), M. Kracht, M<sup>me</sup> Zetterström-Goldmann et M. Martin. À sa vingt-neuvième réunion, le Conseil a

<sup>8</sup> Décision 1/CMP.11, par. 11.

<sup>9</sup> [www.adaptation-fund.org/contact/](http://www.adaptation-fund.org/contact/).

examiné un document contenant des éléments, parmi lesquels des options, pour une stratégie à moyen terme établi par le secrétariat, auquel il a demandé de définir la stratégie à moyen terme sous la supervision de l'équipe spéciale, de rendre public un projet de stratégie à des fins de consultation et de lui présenter une nouvelle version pour examen à sa trentième réunion, en octobre 2017. Au moment de l'élaboration du présent rapport, ces travaux étaient en cours.

#### *Suivi du portefeuille*

31. Au cours de la période considérée, 46 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels quatre venaient d'être lancés et trois autres s'achevaient. Au total, 234,3 millions de dollars É.-U. ont été débloqués pour les 63 projets approuvés depuis la mise en place du Fonds, dont 63,6 millions de dollars au cours de la période considérée. Le volume le plus important de fonds approuvés jusque-là sous forme de dons concerne les États d'Afrique, avec 21 projets représentant au total 151,3 millions de dollars (36 %), suivis de près par les États d'Amérique latine et des Caraïbes avec 18 projets totalisant 135,7 millions de dollars (33 %) et les États d'Asie et du Pacifique avec 23 projets totalisant 124,7 millions de dollars (30 %) et un projet en Europe orientale avec un financement approuvé d'un montant de 5,3 millions de dollars (1 %). La majeure partie des dons a été consacrée à des projets d'adaptation dans le secteur de la sécurité alimentaire avec 81,8 millions de dollars approuvés (20 %), suivis de près par le secteur de l'agriculture, avec 66,8 millions de dollars (16 %). Le septième rapport annuel sur les résultats du Fonds, correspondant à la période du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, sera examiné par le Conseil à sa trentième réunion.

32. Le Fonds suit la répartition par résultats du financement proposé sous forme de dons, en fonction de son Cadre stratégique de résultats. Le volume le plus important de fonds est destiné au résultat quatre du Cadre stratégique « capacité d'adaptation accrue dans les secteurs pertinents en rapport avec le développement et les ressources naturelles » (99,1 millions de dollars des États-Unis, 29 %) ainsi qu'au résultat cinq « renforcement de la résilience des écosystèmes au stress induit par les changements climatiques et la variabilité du climat » (72,4 millions de dollars, soit 22 %).

#### *Troisième examen du Fonds pour l'adaptation*

33. Le premier examen du Fonds s'est achevé à la huitième Conférence des Parties tandis que le deuxième s'est achevé à la dixième. À sa douzième session, la Conférence des Parties a décidé que le troisième examen du Fonds serait entrepris conformément au mandat énoncé à l'annexe de la décision 1/CMP.12. Elle a demandé au Conseil du Fonds pour l'adaptation de faire figurer dans son rapport à la treizième session de la Conférence des Parties (novembre 2017) des renseignements sur la situation financière du Fonds en vue de la conclusion, au cours de la même session, du troisième examen du Fonds pour l'adaptation<sup>10</sup>. Ces renseignements figurent dans les parties du présent rapport qui portent sur les ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation (voir par. 12 et 13 ci-dessus), les décisions de financement de projets et de programmes d'adaptation (voir par. 22 à 28 ci-dessus), le suivi du portefeuille (voir par. 31 et 32 ci-dessus), le financement des projets régionaux (voir par. 46 et 47 ci-dessous) et l'appui fourni au Conseil pour l'exécution de son mandat (voir par. 58 à 66 ci-dessous), ainsi que dans les annexes V à VII. L'annexe VIII comporte le rapport financier sur le fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation au 30 juin 2017, qui a été établi par l'administrateur.

34. À sa douzième session, la Conférence des Parties a invité les Parties et les organisations ayant le statut d'observateur, ainsi que les autres organisations internationales intéressées, les parties prenantes, les organisations non gouvernementales participant aux activités du Fonds et les entités d'exécution accréditées par le Conseil, à communiquer, pour le 30 avril 2017 au plus tard, leurs observations au sujet du troisième examen du Fonds en s'appuyant sur le mandat afin que l'Organe subsidiaire de mise en œuvre puisse les examiner à sa quarante-sixième session (mai 2017). Elle a demandé au secrétariat de la Convention d'établir, en collaboration avec le secrétariat du Conseil du Fonds pour

<sup>10</sup> Décision 1/CMP.12, par. 2.

l'adaptation, une étude technique concernant le troisième examen, conformément au mandat figurant dans l'annexe à la décision 1/CMP.12, en tenant compte des délibérations et conclusions de la quarante-sixième session du SBI et des observations exprimées ci-dessus, pour examen par le SBI à sa quarante-septième session<sup>11</sup>. À la date de publication du présent rapport, l'étude technique était toujours en cours d'élaboration.

*Liens opérationnels et relations avec les institutions relevant de la Convention*

35. À sa dixième session, la Conférence des Parties a prié le Conseil d'étudier des options visant à mettre en place des liens opérationnels, le cas échéant, entre le Fonds et les organes constitués au titre de la Convention, compte tenu des mandats des différents organes<sup>12</sup>.

36. Le Conseil a adopté des mesures pour promouvoir les liens avec d'autres organes relevant de la Convention, tels que le Fonds vert pour le climat, le Comité de l'adaptation, le Comité permanent du financement et le Centre et Réseau des technologies climatiques (CRTC). Le secrétariat a participé, en qualité d'observateur, aux quatorzième, quinzième et seizième réunions du Conseil du Fonds vert pour le climat. Il a également participé à la dixième réunion du Comité de l'adaptation et a organisé, avec le CRTC, en marge des quarante-sixième sessions du SBI et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA), un séminaire d'un jour pour les fournisseurs d'appui pour le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'adaptation. Un représentant du Fonds vert pour le climat a participé en tant qu'observateur à la vingt-huitième réunion du Conseil.

37. Le secrétariat a également participé, en qualité d'intervenant, à l'atelier de session sur le financement de l'action climatique à long terme organisé en 2017, et au cinquième Dialogue sur l'action pour l'autonomisation climatique.

38. Le secrétariat, constitué d'une équipe de fonctionnaires assurant les services de secrétariat du Conseil, est hébergé par le secrétariat du FEM, ce qui favorise des échanges de renseignements et de connaissances, et des activités d'appui réciproques, au besoin.

39. Les secrétariats du Fonds vert pour le climat et du FEM ont souvent participé aux séminaires internationaux et régionaux organisés par le secrétariat du Fonds pour l'adaptation au titre du programme de développement de la capacité d'accès direct.

40. En 2015, le Conseil a étudié la possibilité d'instituer des liens opérationnels entre le Fonds et le Fonds vert pour le climat afin de canaliser les ressources pour l'adaptation, et a défini deux options :

a) Demander à être accrédité en tant qu'intermédiaire financier auprès du Fonds vert pour le climat ;

b) Conclure un mémorandum d'accord ou un accord spécial avec le Fonds vert pour le climat.

41. Le Conseil a également examiné les moyens de renforcer la complémentarité avec le Fonds vert pour le climat par le biais d'activités concrètes. Conformément au mandat que lui a confié le Conseil en mai 2016, le Président du Conseil a entamé un dialogue avec l'un des Coprésidents du Conseil du Fonds vert pour le climat sur les liens potentiels entre les deux fonds et le secrétariat a réfléchi avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat à des activités concrètes permettant d'instaurer une collaboration dans les domaines suivants, entre autres : l'appui au développement de la capacité d'accès direct notamment dans le cadre d'activités communes, telles que des ateliers ou des séminaires organisés dans les régions ; la gestion axée sur les résultats ; l'accréditation ; et la définition des projets/programmes.

42. Pendant la période considérée, à sa vingt-huitième réunion, le Conseil a reconnu l'importance de prendre des mesures concrètes en ce qui concerne les relations avec le Fonds vert pour le climat. Il a demandé instamment au secrétariat de mettre à jour l'analyse

<sup>11</sup> Décision 1/CMP.12, par. 3 et 4.

<sup>12</sup> Décision 2/CMP.10, par. 6.

des aspects juridiques, opérationnels et financiers des implications de divers liens avec le Fonds vert pour le climat, notamment en ce qui concerne les moyens d'accéder aux financements du Fonds vert pour le climat et la faisabilité juridique d'un partenariat. Cette analyse devait être présentée à la vingt-neuvième réunion du Conseil. Par ailleurs, à sa vingt-huitième réunion, suite à une recommandation du Comité de l'éthique et des finances, qui avait examiné les questions relatives à l'efficacité et à l'efficience du processus d'accréditation et à la cohérence entre le processus d'accréditation du Fonds et celui du Fonds vert pour le climat, le Conseil a décidé d'accélérer le renouvellement de l'accréditation pour les entités d'exécution accréditées auprès du Fonds vert pour le climat dans les quatre ans précédant la soumission de la demande de ré accréditation<sup>13</sup>.

43. À sa douzième session, la Conférence des Parties a encouragé le Conseil à poursuivre son examen des relations entre le Fonds et les autres fonds, dont le Fonds vert pour le climat, et sa stratégie de mobilisation des ressources pour prendre en considération toutes les sources potentielles de financement et il l'a prié de communiquer ses observations à la treizième session de la Conférence des Parties<sup>14</sup>.

44. À sa vingt-neuvième réunion, le Conseil a examiné les questions juridiques, financières et opérationnelles qui se posent en ce qui concerne l'établissement de liens avec le Fonds vert pour le climat en se fondant sur l'analyse établie et mise à jour par le secrétariat en consultation avec l'administrateur<sup>15</sup> et il s'est entretenu avec le représentant du secrétariat du Fonds vert pour le climat qui participait à la réunion en tant qu'observateur. Il a été suggéré qu'il pourrait être utile de suivre une approche à deux niveaux : le Président, le Vice-Président et le secrétariat du Conseil pourraient poursuivre leur dialogue avec leurs homologues du Fonds vert pour le climat et, dans le même temps, le Conseil pourrait étudier les questions juridiques qui se posent. Par la suite, le Conseil a décidé de demander à son Président et à son Vice-Président : 1) d'écrire une lettre officielle aux Coprésidents du Fonds vert qui résumerait les délibérations du Conseil relatives aux liens opérationnels avec le Fonds vert, qui ferait part de la volonté du Conseil de s'engager activement dans des échanges structurés avec le Conseil du Fonds vert pour le climat afin de réfléchir à des mesures concrètes pour renforcer la complémentarité et la cohérence entre les deux fonds et qui suggérerait la tenue d'une réunion bilatérale entre le Président et le Vice-Président du Fonds pour l'adaptation et les Coprésidents du Fonds vert pour le climat pendant les quarante-sixième sessions des organes subsidiaires ; et 2) de participer au dialogue annuel qui serait lancé à la dix-septième réunion du Conseil du Fonds vert, en juillet 2017, en vue de renforcer la complémentarité<sup>16</sup>. S'agissant du premier point, une lettre contenant les éléments demandés a été envoyée et bien que la réunion demandée n'ait pu être organisée à la date proposée, des échanges de vues informels ont eu lieu entre le Président du Conseil et l'un des Coprésidents du Fonds vert. En ce qui concerne le second point, le dialogue annuel a été reporté par le Fonds vert pour le climat à une date qui reste à déterminer.

45. À sa vingt-neuvième réunion, le Conseil a décidé de demander au secrétariat de continuer de réfléchir avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat aux activités concrètes recensées par le Conseil et mentionnées au paragraphe 41 ci-dessus et, en consultation avec l'administrateur, de réaliser une évaluation des solutions pratiques pour l'établissement de liens entre les deux fonds et de la lui présenter pour examen à sa trentième réunion<sup>17</sup>. Le secrétariat a ainsi poursuivi son dialogue avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat dans les domaines mentionnés, et a tenu plusieurs réunions et conférences téléphoniques et échangé des courriels avec ce dernier. Il a également consulté l'administrateur et, au moment de l'élaboration du présent rapport, il préparait l'évaluation des solutions pratiques.

<sup>13</sup> Décision B.28/38 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>14</sup> Décision 2/CMP.12, par. 10 et 11.

<sup>15</sup> Document AFB/B.28/6 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>16</sup> Décision B.29/40 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>17</sup> Id.

*Financement de projets régionaux*

46. À sa vingt-cinquième réunion, en avril 2015, le Conseil a approuvé un Programme pilote concernant les projets et programmes régionaux pour un montant plafonné à 30 millions de dollars des États-Unis<sup>18</sup>. L'objectif général de ce Programme pilote était d'expérimenter différentes approches régionales pour mettre en œuvre des projets concrets d'adaptation aux changements climatiques dans des pays en développement vulnérables et de recenser les leçons tirées. Ces leçons aideraient le Conseil à décider ultérieurement s'il convient ou non d'intégrer le projet en question dans les activités du Fonds. Le Programme pilote ne devait pas entrer en ligne de compte dans le plafond de 50 % que le Conseil avait institué à sa douzième réunion pour les propositions soumises par les entités d'exécution multilatérales<sup>19</sup> ni dans le plafond de 10 millions de dollars par pays fixé par le Conseil à sa treizième réunion<sup>20, 21</sup>.

47. L'appel à propositions régionales a été lancé le 5 mai 2015. L'intérêt porté au programme reste important, le montant des propositions soumises aux deux réunions du Conseil organisées la première année s'étant élevé à 188 millions de dollars É.-U. et à 101,6 millions de dollars pendant la période considérée. À sa vingt-huitième réunion, le Conseil a réfléchi à l'avenir du Programme pilote sur la base d'une proposition formulée par le secrétariat et après examen par le Comité d'examen des programmes et projets. Il a décidé que des fonds continueront d'être versés après la venue à terme du Programme pilote et il a par conséquent ouvert un guichet de financement permanent doté d'un budget approuvé chaque année<sup>22</sup>, avec 30 millions de dollars pour l'exercice 2018 (1<sup>er</sup> juillet 2017-30 juin 2018)<sup>23</sup>.

*Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique*

48. Au cours de la période considérée, le Conseil a adopté un cadre actualisé pour le Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique et a décidé de prendre de nouvelles mesures pour intégrer le Programme dans les activités, les politiques et modalités, les stratégies, le plan de travail et le budget du Fonds<sup>24</sup>. Il a également adopté, dans le cadre du plan de travail du Programme pour l'exercice 2018, un dispositif d'appui pour apporter aux entités qui souhaitent être accréditées auprès du Fonds une aide plus ciblée et renforcer leurs capacités dans les domaines où elles considèrent un tel appui nécessaire<sup>25</sup>. Des dons au titre de l'assistance technique sont toujours disponibles pour aider les entités nationales d'exécution à renforcer leur capacité à répondre aux risques environnementaux et sociaux ainsi qu'aux considérations relatives à l'égalité des sexes et à gérer ces risques ; les ateliers axés sur le développement de la capacité d'accès direct quant à eux, permettent de mieux faire connaître les politiques du Fonds en matière environnementale, sociale et en ce qui concerne les questions de genre et d'échanger des informations à ce sujet. L'aide accordée pour le développement des capacités liées au genre sert aussi les objectifs de la politique et du plan d'action concernant les questions de genre que le Conseil a adoptés en mars 2016. De plus, le Conseil a mis en place un document d'orientation sur les questions de genre pour aider les entités d'exécution à se conformer à la politique et au plan d'action du Fonds et pour mieux faire connaître les considérations relatives à l'égalité des sexes.

<sup>18</sup> Décision B.25/28 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>19</sup> Décision B.12/9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>20</sup> Décision B.13/23 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>21</sup> Document AFB/B.25/6/Rev.2 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>22</sup> Décision B.28/1 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>23</sup> Décision B.29/4 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>24</sup> Décision B.29/42 du Conseil du Fonds pour l'adoption.

<sup>25</sup> Décision B.29/36 du Conseil du Fonds pour l'adoption.

49. Les activités ci-après ont été réalisées au cours de la période considérée :
- a) Le troisième séminaire à l'intention des entités nationales d'exécution (13-15 juillet 2016, Washington) ;
  - b) Un atelier régional sur le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique pour la région Asie-Pacifique (23-25 août 2016, Mumbai), en partenariat avec la National Bank for Agriculture and Rural Development of India (NABARD, entité nationale d'exécution accréditée auprès du Fonds pour l'Inde), le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et Climate Action South Asia. L'atelier a réuni plus de 60 participants provenant de 35 pays ;
  - c) Un atelier régional sur le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (6-8 septembre 2016, Rabat), en partenariat avec l'Agence marocaine pour le développement agricole (entité nationale d'exécution accréditée auprès du Fonds pour le Maroc). L'atelier a rassemblé une cinquantaine de participants originaires d'une douzaine de pays ;
  - d) Le troisième séminaire en ligne sur le financement de l'action climatique (27 octobre 2016), qui avait pour thème la gestion des risques environnementaux et sociaux et des risques liés au genre dans le cadre des projets d'adaptation ;
  - e) Le quatrième séminaire en ligne sur le financement de l'action climatique (20 avril 2017), qui avait pour thème le suivi et l'évaluation dans le cadre des projets et programmes d'adaptation ;
  - f) Un atelier de coordination pour les fournisseurs d'appui à la planification pour l'adaptation (13 mai 2017, Bonn), en partenariat avec le CRTC ;
  - g) Un atelier mondial de développement de la capacité d'accès direct au financement pour les PMA (30 mai-1<sup>er</sup> juin 2017, Addis Abeba), en partenariat avec le Ministère éthiopien des finances et de la coopération économique (entité nationale d'exécution accréditée auprès du Fonds pour l'Éthiopie). Des représentants de plus de 35 PMA ont participé à l'atelier ;
  - h) Des activités d'appui et de gestion de la structure d'échange de connaissances pour l'accès direct<sup>26</sup>, en collaboration avec le Climate and Development Knowledge Network (CDKN), visant à diffuser des contenus sur l'accès direct et des études de cas sur l'adaptation provenant d'entités nationales ;
  - i) Approbation de deux dons, pour le Burundi et le Togo, au titre de la coopération Sud-Sud pour aider les pays en développement à déterminer les institutions nationales susceptibles de jouer le rôle d'entité d'exécution et à établir et soumettre les demandes d'accréditation, sous la responsabilité du Centre de suivi écologique, entité nationale de mise en œuvre sénégalaise ;
  - j) Approbation de six dons au titre de l'assistance technique pour aider les entités nationales d'exécution à renforcer leur capacité à répondre aux risques environnementaux et sociaux ainsi qu'aux considérations relatives à l'égalité des sexes et à gérer ces risques à Antigua-et-Barbuda (Ministère de l'environnement), en Inde (National Bank For Agriculture And Rural Development), au Kenya (National Environment Management Authority), en Namibie (Desert Research Foundation of Namibia), au Pérou (Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas) et au Rwanda (Ministère des ressources naturelles) ;
  - k) Approbation de trois dons au titre de l'assistance technique pour aider les entités nationales d'exécution à renforcer leur capacité à intégrer la notion de genre dans les politiques, les procédures et les manuels utilisés pour évaluer, atténuer et gérer les risques environnementaux et sociaux dans le cadre des projets et programmes au Costa Rica

<sup>26</sup> [www.climatefinanceready.org](http://www.climatefinanceready.org).

(Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible), dans les États fédérés de Micronésie (Micronesia Conservation Trust) et au Sénégal (Centre de suivi écologique).

#### *Évaluation globale du Fonds pour l'adaptation*

50. Pendant la période considérée, le Conseil a examiné différentes possibilités relatives à la phase II de l'évaluation globale du Fonds (évaluation des projets/programmes) et a décidé, à sa vingt-huitième réunion, d'approuver la solution consistant à en confier la mise en œuvre à un cabinet indépendant, sous la supervision d'un groupe d'examen indépendant<sup>27</sup>. En outre, comme suite à la recommandation d'une équipe spéciale créée à sa vingt-septième réunion et composée de membres représentant les Parties visées à l'annexe I et les autres Parties, à savoir M<sup>me</sup> Hussein, M. Martin et M. Philip S. Weech (Bahamas), le Conseil a désigné les membres du groupe d'examen indépendant<sup>28</sup> et approuvé le mandat et l'appel à propositions pour l'évaluation. Pour élaborer le mandat et l'appel à propositions, l'équipe spéciale et le secrétariat se sont appuyés sur les observations formulées par des organisations de la société civile par l'intermédiaire du réseau d'ONG du Fonds et ont travaillé en coordination avec des organismes d'évaluation indépendants, notamment le Bureau indépendant d'évaluation du FEM dans le domaine de l'assurance qualité<sup>29</sup>. L'appel à propositions a été lancé en avril 2017 et, à la date du présent rapport, le cabinet indépendant travaillait à l'évaluation, dont les conclusions devraient être présentées au Conseil à sa trente et unième réunion, les 22 et 23 mars 2018.

51. Pendant la période considérée, le Conseil a poursuivi l'examen des différents moyens de doter le Fonds d'une fonction d'évaluation. N'étant pas achevé à la date du présent rapport, l'examen sera repris à la trentième réunion du Conseil.

#### *Communication*

52. Le Conseil a redoublé d'efforts pendant la période considérée pour faire mieux connaître les travaux du Fonds, ayant publié 28 communiqués de presse et trois comptes rendus de projets en plusieurs langues. Grâce à l'enrichissement de ses contenus, le site Web a vu augmenter le nombre de visiteurs uniques et de pages vues, respectivement de 24 % et de 19 % par rapport à la période précédente. Dans les médias sociaux, le secrétariat a publié 552 tweets, acquis 1 700 nouveaux abonnés sur Twitter et obtenu plus de 23 000 mentions et visites de profil. Le Fonds est classé au neuvième rang parmi les 50 principaux organismes qui traitent de l'action climatique sur Twitter, selon une étude d'Onalytica<sup>30</sup>. Les interactions sur Facebook<sup>31</sup>, LinkedIn<sup>32</sup> et Flickr<sup>33</sup> ont également augmenté. Six nouvelles vidéos concernant la vingt-deuxième session de la COP ont été mises en ligne sur YouTube<sup>34</sup>. Dix nouveaux documents de promotion – brochures, tracts (en plusieurs langues), notes d'information, affiches et signets – ont été créés puis diffusés lors d'événements, de conférences et d'ateliers. Le secrétariat a également intensifié ses efforts de communication avec les médias pour mettre le Fonds en valeur, particulièrement avant et pendant la vingt-deuxième session de la COP. Près de 50 articles et reportages ont été consacrés au Fonds dans les médias entre octobre et décembre 2016. Selon une évaluation réalisée par le secrétariat, le ton adopté à l'égard du Fonds et de ses travaux était favorable dans 94 % d'entre eux, tandis qu'il était neutre ou défavorable dans 4 % et 2 % des cas, respectivement. Le secrétariat a facilité les activités de représentation du Fonds, publié des bulletins d'information destinés à un public plus large et renforcé le dialogue avec les entités de mise en œuvre et les autres parties prenantes pour assurer la promotion croisée des produits et des activités de projet.

<sup>27</sup> Décision B.28/35 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>28</sup> Décision B.29/38 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>29</sup> Décision B.28/35 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>30</sup> <http://www.onalytica.com/wp-content/uploads/2017/02/Onalytica-Climate-Action-Top-100-Influencers-and-Brands-1.pdf>.

<sup>31</sup> [www.facebook.com/adaptationfund/](http://www.facebook.com/adaptationfund/).

<sup>32</sup> [www.linkedin.com/company/adaptation-fund](http://www.linkedin.com/company/adaptation-fund).

<sup>33</sup> [www.flickr.com/photos/adaptation-fund](http://www.flickr.com/photos/adaptation-fund).

<sup>34</sup> [www.youtube.com/user/adaptationfund](http://www.youtube.com/user/adaptationfund).

53. Le secrétariat a organisé une exposition multimédia à la vingt-deuxième session de la COP pour présenter ses projets et a tenu des réunions de haut niveau où sont intervenus des représentants d'entités de mise en œuvre nationales, régionales et multilatérales et d'ONG, notamment une première réunion parallèle sur le thème de l'agriculture communautaire. Le Fonds a obtenu la note « vert » pour avoir amélioré la durabilité de la session en n'utilisant pas de papier. À l'occasion de la Journée de l'égalité des sexes de la Convention, le secrétariat a participé à une table ronde sur l'accès au financement de l'action climatique et l'égalité des sexes dans le cadre des projets, à une manifestation parallèle sur la sécheresse et la désertification liées aux changements climatiques et, en partenariat avec l'Institut de la Francophonie pour le développement durable, à une manifestation parallèle en langue française à l'intention des pays francophones intéressés par les travaux que mène le Fonds pour contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Le secrétariat a produit un site Web consacré à la vingt-deuxième session de la COP, deux vidéos ciblées sur le Maroc et les questions de genre, le compte rendu d'un projet mené au Maroc, huit communiqués de presse, un album Flickr, plusieurs tracts, des discours, des exposés et des interviews dans les médias. En novembre, le Fonds a atteint les chiffres les plus élevés de l'année 2016 pour ce qui est du nombre de tweets, de nouveaux abonnés et de mentions/visites de profil (4 600).

54. Le secrétariat a continué de mettre en œuvre sa stratégie de communication et de sensibilisation concernant le Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique, ainsi que son programme de partenariat stratégique avec le Réseau de connaissances sur le climat et le développement, dans le cadre de l'initiative commune Climate Finance Ready<sup>35</sup>. Pendant la période considérée, le Réseau de connaissances sur le climat et le développement était en cours de réorganisation et, à la date du présent rapport, le secrétariat étudiait diverses possibilités pour maintenir le microsite de l'initiative commune.

55. Afin d'accroître la visibilité des activités prévues en 2017 pour marquer le dixième anniversaire du Fonds pour l'adaptation, le secrétariat a élaboré une stratégie qui était en application à la date du présent rapport. Par ailleurs, il travaille à la version Web et à la version papier d'un recueil sur les réalisations novatrices du Fonds dans le domaine de l'action climatique et de son financement, qui comprendra des textes élaborés par des représentants de partenaires de mise en œuvre, des contributeurs et d'autres parties prenantes ; il a élaboré un logo pour le dixième anniversaire, ainsi que de nouveaux supports promotionnels ; il organise une manifestation spéciale qui se tiendra à Bonn en novembre pour marquer cet anniversaire, où devraient intervenir des représentants de pays et de parties prenantes ; il élabore enfin des brochures spéciales, des affiches, des vidéos, des récits et des publications destinées aux médias sociaux.

#### *Participation à des réunions et à d'autres manifestations*

56. Des membres du Conseil et le secrétariat ont participé à diverses manifestations pour mettre en évidence l'expérience du Fonds, et se sont notamment rendus sur des sites de projets en Égypte, en Géorgie, au Maroc et au Turkménistan. Le secrétariat et le Comité ont également participé à la vingt-deuxième session de la COP et à la douzième session de la CMP (7-18 novembre 2016, Marrakech) ; aux quatorzième, quinzième et seizième réunions du Conseil du Fonds vert pour le climat ; à la onzième réunion du Comité de l'adaptation (7-10 mars 2017, Bonn) ; au troisième séminaire à l'intention des entités nationales de mise en œuvre (13-15 juillet 2016, Washington) ; à l'atelier régional sur la capacité d'accès au financement de l'action climatique en Asie et dans le Pacifique (23-25 août 2016, Mumbai) ; à l'atelier régional sur la capacité d'accès au financement de l'action climatique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (6-8 septembre 2016, Rabat) ; à un séminaire sur l'adaptation dans les États vulnérables (22 septembre 2016, New York) ; à la Conférence sur les paramètres de mesure de l'adaptation, intitulée « Mesurer l'adaptation pour agir concrètement » et organisée par la présidence de la vingt-deuxième session de la COP (27 septembre 2016, Skhirat) ; à la réunion de haut niveau sur l'initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine, organisée par le Ministère marocain de l'agriculture (29 et

<sup>35</sup> [www.climatefinanceready.org](http://www.climatefinanceready.org).

30 septembre 2016, Marrakech) ; à l'atelier sur les dispositifs destinés à renforcer les capacités de gestion des écosystèmes dans la sous-région du bassin du Mékong (29 et 30 septembre 2016, Beijing) ; au troisième séminaire en ligne sur le financement de l'action climatique, consacré aux risques environnementaux, sociaux et relatifs aux questions de genre (27 octobre 2016, Washington) ; au quatrième séminaire en ligne sur le financement de l'action climatique, consacré au suivi et à l'évaluation (20 avril 2017, Washington) ; aux quarante-sixième sessions du SBI et du SBSTA, ainsi qu'à la troisième partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, y compris à une manifestation parallèle organisée par le Fonds, à l'atelier de session sur le financement à long terme en 2017 et au cinquième dialogue sur l'action pour l'autonomisation climatique (8-18 mai 2017, Bonn) ; et à l'atelier régional sur la capacité d'accès au financement de l'action climatique dans les PMA (30 mai-1<sup>er</sup> juin 2017, Addis-Abeba).

#### *Dialogue avec les organisations de la société civile*

57. À sa douzième réunion, le Conseil a engagé des séances de dialogue régulières avec les organisations de la société civile afin d'écouter leurs propositions, de recueillir leurs observations sur les questions inscrites à l'ordre du jour et de procéder à des échanges de vues. Ces séances sont inscrites aux ordres du jour du Conseil<sup>36</sup>.

### **III. Appui apporté à l'exécution du mandat du Conseil du Fonds pour l'adaptation**

58. À sa cinquième session, la CMP a encouragé les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds pour l'adaptation en versant des contributions qui s'ajouteraient à la part des fonds provenant des activités de projet prises en compte au titre du mécanisme pour un développement propre<sup>37</sup> ; à sa septième session, elle les a de nouveau encouragées à alimenter le Fonds<sup>38</sup>.

59. À sa vingt-deuxième réunion, le Conseil a pris note d'une stratégie de collecte de fonds<sup>39</sup>. Pendant la période considérée, il a approuvé une version révisée de la stratégie de mobilisation de ressources, à sa vingt-huitième réunion, et un plan d'action pour la mobilisation de ressources, à sa vingt-neuvième réunion. Il a tenu une séance de dialogue avec les donateurs en marge de la vingt-deuxième session de la COP et de la douzième session de la CMP. Une autre séance devrait se tenir parallèlement à la vingt-troisième session de la COP et à la treizième session de la CMP.

60. Après avoir atteint puis dépassé son premier objectif de collecte de fonds, qui consistait à recueillir auprès des Parties visées à l'annexe I et de leurs régions un montant de 100 millions de dollars É.-U. pour la période allant du 16 mars 2012 au 31 décembre 2013, le Conseil a fixé son deuxième objectif de mobilisation à 80 millions de dollars par an pour l'exercice biennal allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2015. Les contributions des Parties visées à l'annexe I et de leurs régions se sont élevées à 64,4 millions de dollars pour 2014 et à 74,1 millions de dollars pour 2015. Pendant la période considérée, le Gouvernement suédois a versé au Fonds une contribution d'un montant équivalent à 16,2 millions de dollars, qui a permis d'atteindre l'objectif pour 2015.

61. À sa vingt-septième réunion, en mars 2016, le Conseil a fixé son troisième objectif de mobilisation de ressources à 80 millions de dollars par an pour l'exercice biennal allant du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2017<sup>40</sup>. Pendant la période considérée, le Fonds a reçu,

<sup>36</sup> Pour plus d'informations, voir les documents du Conseil du Fonds pour l'adaptation publiés sous la cote AFB/B.28/9 (annexe III) et AFB/B.29/9 (annexe IV) disponibles, respectivement, aux adresses [https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/12/AFB-B-28-report\\_final\\_approved-1.pdf](https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/12/AFB-B-28-report_final_approved-1.pdf) et <https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2017/06/AFB-B-29-report-final-approved.pdf>.

<sup>37</sup> Décision 4/CMP.5, par. 9.

<sup>38</sup> Décision 6/CMP.7, par. 5.

<sup>39</sup> Décision B.22/22 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>40</sup> Décision B.27/36 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

au titre de 2016, des contributions de l'Allemagne (d'un montant équivalent à 52,3 millions), de l'Italie (d'un montant équivalent à 5,6 millions de dollars), de la Région de Bruxelles-Capitale de la Belgique (d'un montant équivalent à 2,6 millions de dollars), de la Région flamande de la Belgique (d'un montant équivalent à 6,6 millions de dollars), de la Région wallonne de la Belgique (d'un montant équivalent à 3,5 millions de dollars) et de la Suède (d'un montant équivalent à 10,9 millions de dollars).

62. Le Conseil tient à remercier le Gouvernement suédois d'avoir aidé le Fonds à atteindre son objectif pour 2015, ainsi que les gouvernements de l'Allemagne, de l'Italie, de la Région de Bruxelles-capitale, de la Région flamande et de la Région wallonne de la Belgique, et de la Suède d'avoir contribué à ce que le Fonds atteigne son objectif pour 2016. Il salue également l'appui apporté par la présidence marocaine de la vingt-deuxième session de la COP et de la douzième session de la CMP, ainsi que le soutien du secrétariat et de l'administrateur du Fonds et du secrétariat de la Convention.

63. La liste complète des contributeurs au Fonds figure à l'annexe VI.

64. Le Conseil a mis en œuvre ses activités de collecte de fonds avec l'appui de l'équipe spéciale chargée de la mobilisation des ressources, qui était composée de M<sup>me</sup> Bilgischer, M<sup>me</sup> Dampsey, M<sup>me</sup> Hussein, M. Martin, M. Antonio Navarra (Italie, États d'Europe occidentale et autres États), M. Di Pietro Paolo, M. Ter-Zakaryan et M<sup>me</sup> Zetterström-Goldmann.

65. Conformément au paragraphe 18 de la décision 1/CMP.3, l'équipe chargée d'assurer les services de secrétariat du Conseil compte 7 fonctionnaires, à savoir 1 responsable du secrétariat, 2 spécialistes principaux des changements climatiques, 2 fonctionnaires chargés des opérations (accréditation et de la coordination des activités relatives à la capacité d'accès au financement) et 2 analystes des opérations (affaires juridiques et activités d'accréditation, et gestion axée sur les résultats). Elle comprend également un administrateur auxiliaire chargé des opérations, un assistant principal pour les programmes et deux consultants recrutés pour des périodes de courte durée (communication et appui aux opérations). Pendant la période considérée, M<sup>me</sup> Marcia Levaggi, qui était responsable du secrétariat depuis février 2009 et a donc été la première à remplir cette fonction, a quitté le secrétariat en octobre 2016 pour poursuivre sa carrière en Argentine, son pays natal. Le Conseil tient à lui exprimer sa profonde reconnaissance pour les efforts qu'elle a déployés et le rôle de direction qu'elle a assuré pendant les sept années et demie qu'a duré son mandat, pendant lesquelles elle a créé l'équipe de fonctionnaires chargée d'assurer les fonctions de secrétariat, rendu le Fonds pleinement opérationnel et dirigé l'appui fourni au Conseil, notamment dans le cadre de l'élaboration de politiques telles que la politique environnementale et sociale, de l'examen des propositions de financement, de l'accréditation des entités, de la mobilisation de ressources, des activités de communication et des relations avec une série de parties prenantes. Sous sa direction, 42 entités de mise en œuvre ont été accréditées et 54 projets concrets ont été approuvés, dont un tiers selon la modalité d'accès direct. À sa vingt-neuvième réunion, à l'issue d'une procédure de recrutement, le Comité a décidé de désigner M. Mikko Ollikainen pour la remplacer<sup>41</sup>. Ce dernier travaille au secrétariat depuis octobre 2009, en qualité de spécialiste principal des changements climatiques et de responsable par intérim. À la date du présent rapport, trois procédures de recrutement étaient en cours, destinées à remplacer l'un des deux spécialistes principaux des changements climatiques et à pourvoir deux nouveaux postes, à savoir un poste de spécialiste de la communication et un poste de spécialiste de la gestion des connaissances.

66. À sa douzième session, la CMP a décidé de modifier les règles régissant les services à fournir par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Groupe de la Banque mondiale) en sa qualité d'administrateur provisoire du Fonds, et de proroger ce mandat pour une période supplémentaire de trois ans, du 30 mai 2017 au 30 mai 2020<sup>42</sup>. Pendant la période considérée, la Banque mondiale a officiellement confirmé qu'elle acceptait cette prorogation.

<sup>41</sup> Décision B.29/44 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

<sup>42</sup> Décision 2/CMP.12, par. 3.

## IV. Le Fonds pour l'adaptation et l'Accord de Paris

67. Dans sa décision 1/CP.21 portant adoption de l'Accord de Paris, la COP a estimé que le Fonds pouvait concourir à l'application de l'Accord, sous réserve des décisions pertinentes de la CMP et de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA)<sup>43</sup>. Elle a invité la CMP à examiner cette question et à adresser une recommandation à la CMA à sa première session<sup>44</sup>. La CMP a engagé ce processus à sa onzième session en recommandant que la CMA considère, à sa première session, que le Fonds pour l'adaptation peut concourir à l'application de l'Accord. Elle a invité la COP à demander, à sa vingt-deuxième session, au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'effectuer les travaux préparatoires nécessaires concernant cette question et d'adresser une recommandation à la CMP pour qu'elle l'examine et l'adopte au plus tard à sa quinzième session<sup>45</sup>. Ces dispositions ont défini des orientations pour déterminer si le Fonds doit être considéré comme une des institutions concourant à l'application de l'Accord de Paris.

68. À sa première session, la CMA a décidé que le Fonds devait concourir à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, conformément aux décisions qui seraient prises lors de la troisième partie de sa première session, qui se tiendrait parallèlement à la vingt-quatrième session de la COP, ainsi que des décisions prises par la CMP concernant les dispositifs de gouvernance, les structures institutionnelles, les mécanismes de contrôle et les modalités de fonctionnement du Fonds<sup>46</sup>.

69. À sa vingt-deuxième session, la COP a prié le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'analyser, dans le cadre de son examen des activités préparatoires relatives au Fonds, les dispositifs de gouvernance, les structures institutionnelles, les mécanismes de contrôle et les modalités de fonctionnement du Fonds, de sorte que celui-ci concoure à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, et a invité les Parties à présenter, avant le 31 mars 2017, leurs vues sur les dispositifs de gouvernance, les structures institutionnelles, les mécanismes de contrôle et les modalités de fonctionnement du Fonds, de sorte que celui-ci concoure à la mise en œuvre de l'Accord de Paris<sup>47</sup>.

70. Dans son rapport à la douzième session de la CMP, le Conseil a suggéré que cette dernière envisage d'adopter un projet de décision sur les éléments recommandés à inclure dans la décision concernant le rapport du Conseil devant être examinée pour adoption à la douzième session de la CMP, à savoir notamment des renseignements en sus de ceux figurant aux paragraphes 8 et 9 de la décision 1/CMP.11 concernant la façon dont le Fonds peut contribuer à l'application de l'Accord de Paris qui seraient communiqués à la vingt-deuxième session de la COP<sup>48</sup>. À sa douzième session, la CMP a pris note des informations données par le Conseil au sujet de la valeur ajoutée qu'apporte le Fonds à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, telles que figurant dans l'additif à l'annexe I au rapport du Conseil, et a invité la COP à porter ces informations à l'attention du Programme d'action d'Almaty<sup>49</sup>.

71. On trouvera à l'annexe I des informations actualisées et révisées sur la contribution particulière du Fonds à la mise en application de l'Accord de Paris.

72. À sa vingt-neuvième réunion, le Conseil a examiné la question de la contribution du Fonds à la mise en œuvre de l'Accord de Paris au titre du point 12 de son ordre du jour, qui concernait les questions soulevées par la vingt-deuxième session de la COP, la douzième session de la CMP et la première session de la CMA. Il a pris note de la question, mais n'a pas pris de décisions de fond à ce sujet<sup>50</sup>.

<sup>43</sup> Décision 1/CP.21, par. 59.

<sup>44</sup> Décision 1/CP.21, par. 60.

<sup>45</sup> Décision 1/CMP.11, par. 8 et 9.

<sup>46</sup> Décision 1/CMA.1, par. 11.

<sup>47</sup> Décision 1/CP.22, par. 14 et 15.

<sup>48</sup> FCCC/KP/CMP/2016/2, par. 4 c).

<sup>49</sup> Décision 2/CMP.12, par. 13 et 14.

<sup>50</sup> Document AFB/B.29/9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation, par. 92-98.

## Annex I

### **Added value of the Adaptation Fund for the operationalization of the Paris Agreement: information relevant to the process outlined in paragraphs 59 and 60 of decision 1/CP.21, paragraph 14 of decision 1/CP.22, paragraph 11, of decision 1/CMA.1 and paragraph 9 of decision 1/CMP.11**

[English only]

1. When adopting the Paris Agreement, at its twenty-first session, the Conference of the Parties (COP) recognized that the Adaptation Fund (hereinafter referred to as the Fund) may serve the Paris Agreement, subject to relevant decisions by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement (CMA).<sup>1</sup> It invited the CMP to consider the issue and make a recommendation to CMA 1.<sup>2</sup> This mandate established a road map for Parties to consider making the Fund one of the institutions serving the Paris Agreement.

2. The relevant and necessary process already started at COP 21/CMP 11, and steady progress has been made by Parties in fulfilling the mandate (see the box below for details). Herein the Adaptation Fund Board (hereinafter referred to as the Board) presents updated information on the added value of the Adaptation Fund for the operationalization of the Paris Agreement, which the CMP may wish to consider forwarding to the COP in order to inform the deliberations of the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement (APA) on this matter, as per paragraph 9 of decision 1/CMP.11 and paragraph 14 of decision 2/CMP.12.

#### **How can the Fund advance the operationalization of the different components of the Paris Agreement? What value may the Fund add to the Paris Agreement?**

3. The Paris Agreement, in its Article 2, includes adaptation and finance as key components of the global response to climate change, alongside mitigation. These components are supported by capacity-building, as per Article 11 of the Paris Agreement. The Fund, as a fully operational financial mechanism for concrete adaptation projects and programmes that also offers targeted readiness support for developing countries' national entities to access climate change adaptation finance, can contribute to advancing the operationalization of the Paris Agreement. The Fund is already contributing to closing the adaptation gap by funding its portfolio. The information below elaborates on the added value of the Fund for the operationalization of the Paris Agreement and for contributing to the objective of the Paris Agreement, as outlined in its Article 2 and relevant Articles on adaptation, finance and capacity-building.

#### **1. Adaptation**

4. The Paris Agreement recognizes adaptation as a global challenge and established a global goal on adaptation of enhancing adaptive capacity, strengthening resilience and reducing vulnerability to climate change.<sup>3</sup> It also recognizes the importance of support and taking into account the needs of developing countries.<sup>4</sup> The Paris Agreement established a global stocktake process to assess the collective progress made towards achieving the

<sup>1</sup> Decision 1/CP.21, paragraph 59.

<sup>2</sup> Decision 1/CP.21, paragraph 60.

<sup>3</sup> Article 7 of the Paris Agreement.

<sup>4</sup> As footnote 3 above.

purpose of the Paris Agreement, including adaptation and finance (means of implementation).<sup>5</sup>

5. Among the intended nationally determined contributions (INDCs) communicated to the UNFCCC secretariat as at 4 April 2016, 137 Parties out of 161 included an adaptation component. Parties highlighted their common determination to strengthen national adaptation efforts in the context of the Paris Agreement. Some stressed that adaptation is their main priority for addressing climate change, in particular as they see it as strongly linked to national development, sustainability and security. Many Parties underlined the need for international finance, technology transfer and capacity-building support for adaptation, in line with the Convention.<sup>6</sup>

6. The Fund is a fully operational financial mechanism dedicated to supporting concrete and tangible interventions to address climate change adaptation and to build resilience. It has allocated USD 416 million to 63 concrete adaptation projects/programmes in 46 countries, including 12 small island developing States (SIDS) and 18 least developed countries (LDCs). The portfolio of the Fund benefits 5.38 million direct beneficiaries in the most vulnerable communities in developing countries. It covers most sectors related to adaptation, namely coastal zone management, sustainable agriculture, water management, urban and rural development, and disaster risk reduction. The projects/programmes funded are of a value up to USD 10 million,<sup>7</sup> which is replicable and scalable with funding from other sources. Six projects/programmes funded by the Fund, in Georgia, Honduras, Nicaragua, Pakistan, Senegal and Solomon Islands, have already achieved completion, and 20 have completed their mid-term evaluation.

7. The Fund provides country-driven access to its resources through its direct access modality, which also contributes to building in-country institutional capacity for the overall management of projects/programmes during the process. Direct access represents 36 per cent of the Fund's portfolio. Fifteen national implementing entities (NIEs) are currently implementing a total of 21 projects financed by the Fund, and one has completed its first project (Centre de Suivi Ecologique, Senegal).

8. The Fund's project review cycle is swift and can be completed in nine weeks. The Fund has all its policies and procedures in place, including operational policies and guidelines for Parties to access its funding, a zero-tolerance policy on fraud and corruption, a risk management framework, an environmental and social policy, a gender policy and action plan, and a number of guidance documents to facilitate compliance with the policies mentioned above. All these documents are available on the Fund's website.<sup>8</sup>

9. The Board decided to carry out an overall evaluation of the Fund in two phases. The first phase was completed in 2015. It highlighted that the modality that the Fund pioneered for more than six years (the direct access modality) was a major innovation in climate finance and is appropriate for meeting country needs, and that such a modality can be a highly relevant, effective and efficient means of channelling adaptation finance. Second, the evaluation outlined that the Fund's design and operational processes are efficient and largely coherent with UNFCCC guidance and national adaptation priorities, and that the evolution of its operational processes has been appropriate, demonstrating its commitment to the continuous improvement of its operations. Third, the evaluation found that the Fund allowed countries to advance important measures at the national and subnational levels, with links to national policymaking. In addition, the evaluation found that the policies adopted by the Fund created a solid foundation for operational success. In terms of accreditation, the evaluation concluded that the Fund has developed thorough and reasonable accreditation requirements and that it continues to improve its processes. For the project/programme review cycle, a conclusion was that the Board secretariat and the Project and Programme Review Committee had developed an efficient project/programme proposal review process. Finally, the Fund resource allocation process was assessed as efficient.

10. Considering all of the above, the Fund is already contributing to the operationalization of the adaptation objectives of the Paris Agreement and to the

<sup>5</sup> Article 14, paragraph 1, Paris Agreement.

<sup>6</sup> For more information, see document FCCC/CP/2016/2, paragraphs 59–74.

<sup>7</sup> Regional projects up to USD 14 million.

<sup>8</sup> <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/>.

implementation of the adaptation actions included in developing countries' nationally determined contributions by funding its portfolio of concrete adaptation projects/programmes.

## 2. Finance

11. The provision of scaled-up finance under the Paris Agreement aims to achieve a balance between adaptation and mitigation, taking into account country-driven strategies and the priorities and needs of developing country Parties, especially those that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change and have significant capacity constraints, such as the LDCs and SIDS.<sup>9</sup> The Paris Agreement recognizes the need for public and grant-based resources for adaptation.<sup>10</sup> In their INDCs, many Parties underlined the need for international finance for adaptation, in line with the Convention.

12. Further, the Paris Agreement assigned to adaptation a share of the proceeds of the sustainable development mechanism that it established.<sup>11</sup> This may be a market mechanism with similarities to the clean development mechanism. The Fund, if it serves the Paris Agreement, may draw resources for sustainable adaptation financing for vulnerable communities in developing countries.<sup>12</sup>

13. The evaluation of the Fund in its first phase concluded that the Fund is closing the adaptation gap by contributing to funding concrete adaptation projects. The Fund has mobilized over USD 500 million since its inception and has allocated USD 416 million to concrete adaptation and readiness projects/programmes. Fifty-six per cent of the amount allocated has already been disbursed. The Board has set up a resource mobilization target of USD 80 million per year for the biennium 2016–2017. The Fund has a system of tried and tested policies and procedures already in place, and its risk management framework has the potential to review the accreditation status at any time during the accreditation period. The measures recommended may include policy/procedure enhancements, and suspension or cancellation of accreditation. The Board is supported by a secretariat, a dedicated team of 11 people, including the Manager, officers and consultants, working at the secretariat's headquarters, hosted within the World Bank as part of the Global Environment Facility on an interim basis.

14. The expertise of the Fund has been shared with other climate funds, and its direct access modality has proven replication value for other climate financing organizations. The Board of the Green Climate Fund (GCF) decided to fast-track accreditation of implementing entities accredited by the Board. As at 30 June 2017, among the 17 NIEs and 10 regional implementing entities (RIEs) accredited by the GCF, 10 NIEs and 5 RIEs were fast-track accredited by the Board of the GCF due to their prior accreditation with the Fund.<sup>13</sup> The Fund is the first climate fund to engage in enhanced direct access. Allowing national institutions to directly access adaptation finance promotes country-owned and -driven processes, with the strengthening of local institutions in project identification and implementation and in resource mobilization.

15. In addition to contributions by developed countries and subnational governments, the Fund is funded by a share of the proceeds of the clean development mechanism under the Kyoto Protocol. At CMP 8, Parties decided that, for the second commitment period of the Kyoto Protocol, the Fund shall be further augmented through a 2 per cent share of the proceeds levied under the joint implementation and emissions trading mechanisms.<sup>14</sup> The Fund has experience of, and expertise in, monetizing carbon assets for funding adaptation and has the systems in place to continue receiving funding from innovative sources for that.

<sup>9</sup> Article 9, paragraph 4, of the Paris Agreement.

<sup>10</sup> As footnote 9 above.

<sup>11</sup> Article 6, paragraphs 4 and 6, of the Paris Agreement.

<sup>12</sup> As reflected in the [informal note](#) by the co-facilitators of APA agenda item 8. At APA 1.3, a number of Parties suggested the possibility that a share of proceeds from activities under the mechanism referred to in Article 6, paragraph 4, of the Paris Agreement, for which the negotiations are ongoing, and while not prejudging its outcomes, could be a possible source of funding.

<sup>13</sup> See [www.greenclimate.fund/documents/20182/319135/GCF\\_Completing\\_a\\_fast-track\\_accreditation\\_application\\_v3.0\\_May\\_2016.pdf/7001d3be-e344-4643-b6e4-5b80e853b279](http://www.greenclimate.fund/documents/20182/319135/GCF_Completing_a_fast-track_accreditation_application_v3.0_May_2016.pdf/7001d3be-e344-4643-b6e4-5b80e853b279) and [www.greenclimate.fund/partners/accredited-entities](http://www.greenclimate.fund/partners/accredited-entities).

<sup>14</sup> Decision 1/CMP.8, paragraphs 20–22.

The Fund has proven experience in monetizing carbon credits for funding adaptation through systems that are operational. The Fund has raised USD 198 million from the sale of certified emission reductions since May 2009.

16. It is evident from the record number of project and programme proposals received from vulnerable developing countries in 2015–2017 that the demand for the Fund’s resources is rapidly increasing. In particular, the number of proposals submitted through NIEs and RIEs has reached new levels, as an increasing number of those entities have gained momentum in developing project proposals. As at 30 June 2017, the active pipeline of single-country projects and programmes under development by NIEs and RIEs (projects submitted during the latest 12-month period but not yet approved) nearly matched the funds available for such entities, while there are also signs of increasing demand for projects implemented by multilateral implementing entities. Furthermore, the interest in regional projects and programmes remains high, with proposals submitted amounting to USD 101.6 million during the reporting period and a first approved regional project for USD 6,800,000. This indicates a demand more than three times higher than the funding envelope to be approved on an annual basis, starting with USD 30 million set aside for fiscal year 2018 (1 July 2017 to 30 June 2018).

17. The Fund is a fully operational mechanism that provides funding for adaptation in developing countries. The demand for its funding is higher than ever. However, the sustainability and predictability of its financial flows are not secured due to the reliance on voluntary contributions from developed countries. Its experience in monetizing carbon assets can contribute to the operationalization of the sustainable development mechanism under the Paris Agreement.

### **3. Capacity-building**

18. Capacity-building under the Paris Agreement should enhance the ability of developing countries to take effective climate change action, including adaptation, and facilitate access to climate finance. Capacity-building should be country driven, responsive to national needs and foster country ownership.<sup>15</sup>

19. The Fund has a successful track record of building institutional capacity through the direct access modality. This happens throughout the process, from accreditation to implementation and evaluation of nationally designed projects and programmes, as a number of representatives of applicant entities have acknowledged. The report on phase I of the overall evaluation of the Fund recognized the Fund as a learning institution.

20. The Fund also offers capacity-building support for accreditation and project development through its Readiness Programme. The programme supports NIEs in accessing funds for adaptation, including through South–South cooperation, and provides technical assistance grants for environmental and social safeguards and gender considerations.

21. The Readiness Programme has also contributed to establishing a community of practice among NIE practitioners. This community meets annually to address matters of common interest, to exchange knowledge and lessons learned, and to share experience. Aside from this NIE gathering, the Fund convenes regional workshops and webinars in partnership with other institutions.

22. Through its direct access modality and Readiness Programme, the Fund contributes to building the capacity of national institutions in developing countries, in line with Article 11 of the Paris Agreement.

23. Moving forward, the process for the Fund to serve the Paris Agreement will contribute to speeding up the operationalization of the Paris Agreement, including its provisions on adaptation, finance, capacity-building and the sustainable development mechanism.

---

<sup>15</sup> Article 11 of the Paris Agreement.

### Steps taken on the road map for the Adaptation Fund to serve the Paris Agreement

When adopting the Paris Agreement, at its twenty-first session, the Conference of the Parties (COP) recognized that the Adaptation Fund (hereinafter referred to as the Fund) may serve the Paris Agreement, subject to relevant decisions by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement (CMA).<sup>a</sup> It invited the CMP to consider the issue and make a recommendation to CMA 1.<sup>b</sup>

CMP 11 invited COP 22 to request the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement (APA) to undertake the necessary preparatory work concerning the issue of the Fund serving the Paris Agreement and to forward a recommendation to the CMP for consideration and adoption no later than at CMP 15.<sup>c</sup>

After the set threshold was achieved on 5 October 2016, the Paris Agreement entered into force on 4 November 2016. CMA 1 decided that the Fund *should* serve the Paris Agreement, following and consistent with decisions to be taken at CMA 1.3, to be convened in 2018 in conjunction with COP 24, and by the CMP that address the governance and institutional arrangements, safeguards and operating modality of the Adaptation Fund.<sup>d</sup> In addition, COP 22 requested the APA in its consideration of the necessary preparatory work on the Fund to address the governance and institutional arrangements, safeguards and operating modalities for the Adaptation Fund to serve the Paris Agreement.<sup>e</sup> Parties were invited to submit their views on the aforementioned areas. Considering the above, APA 1.3, held in conjunction with the forty-sixth sessions of the subsidiary bodies from 8 to 18 May 2017, initiated work on addressing the governance and institutional arrangements, safeguards and operating modalities for the Adaptation Fund to serve the Paris Agreement.<sup>f</sup>

At APA 1.3, Parties identified a list of options and elements in response to the three guiding questions on: (1) governance and institutional arrangements to be addressed for the Fund to serve the Paris Agreement; (2) the operating modalities of the Fund; and (3) the Fund's safeguards.<sup>g</sup> In addition, upon the request of Parties, the UNFCCC Legal Affairs programme provided clarifications on questions relating to decisions for the Adaptation Fund to serve the Paris Agreement.<sup>h</sup>

<sup>a</sup> Decision 1/CP.21, paragraph 59.

<sup>b</sup> Decision 1/CP.21, paragraph 60.

<sup>c</sup> Decision 1/CMP.11, paragraphs 8 and 9.

<sup>d</sup> Decision 1/CMA.1, paragraph 11.

<sup>e</sup> Decision 1/CP.22, paragraph 14.

<sup>f</sup> See document FCCC/APA/2017/2, paragraph 28(a), and the informal note by the co-facilitators for APA agenda item 8, available at

<http://unfccc.int/bodies/apa/items/10158.php>

<sup>g</sup> See annex I to the informal note by the co-facilitators for APA agenda item 8.

<sup>h</sup> See annex II to the informal note by the co-facilitators for APA agenda item 8.

## Annex II

Adaptation Fund Board members and alternate members<sup>1</sup>

[English only]

<i>Term of office<sup>a</sup></i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>
March 2016 to March 2018  (Elected at CMP 11) <sup>b</sup>	Member	Mr. David Kaluba	Zambia	African States
	Alternate member	Mr. Admasu Nebebe Gedamu	Ethiopia	African States
	Member	Mr. Mirza Shawkat Ali	Bangladesh	Asia-Pacific States
	Alternate member	Mr. Naser Moghaddasi	Iran (Islamic Republic of)	Asia-Pacific States
	Member	Mr. Aram Ter-Zakaryan	Armenia	Eastern European States
	Alternate member	Ms. Ardiana Sokoli	Albania	Eastern European States
	Member	Mr. Lucas Di Pietro Paolo	Argentina	Latin American and Caribbean States
	Alternate member	Mr. Philip S. Weech	Bahamas	Latin American and Caribbean States
	Member	Mr. Hans Olav Ibrek	Norway	Western European and other States
	Alternate member	Ms. Yuka Greiler	Switzerland	Western European and other States
	Member	Mr. Naresh Sharma	Nepal	Least developed countries
	Alternate member	Mr. Chebet Maikut	Uganda	Least developed countries
	Member	Mr. Michael Jan Hendrik Kracht	Germany	Annex I Parties
	Alternate member	Mr. Aida Velasco Munguira	Spain	Annex I Parties
	Member	Mr. Charles Mutai	Kenya	Non-Annex I Parties
Alternate member	Ms. Ding Ding	China	Non-Annex I Parties	
March 2017 to March 2019  (Elected at CMP 12)	Member	Mr. Ibila Djibril	Benin	African States
	Alternate member	Mr. Mohamed Zmerli	Tunisia	African States
	Member	Mr. Albara E. Tawfiq	Saudi Arabia	Asia-Pacific States
	Alternate member	Mr. Ahmed Waheed	Maldives	Asia-Pacific States
	Member	Ms. Monika Antosik	Poland	Eastern European States
	Alternate member	Ms. Umayra Taghiyeva	Azerbaijan	Eastern European States
	Member	Mr. Victor Viñas	Dominican Republic	Latin American and Caribbean States
Alternate member	Ms. Yadira Gonzales	Cuba	Latin American and Caribbean States	

<sup>1</sup> See [http://unfccc.int/bodies/election\\_and\\_membership/items/6558.php](http://unfccc.int/bodies/election_and_membership/items/6558.php) for a list of the Adaptation Fund Board members.

<i>Term of office<sup>a</sup></i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>
	Member	Mr. Antonio Navarra	Italy	Western European and other States
	Alternate member	Mr. Sylviane Bilgischer	Belgium	Western European and other States
	Member	Mr. Samuela Vakaloloma Lagataki	Fiji	Small island developing States
	Alternate member	Mr. Paul Elreen Phillip	Grenada	Small island developing States
	Member	Ms. Tove Zetterström-Goldmann	Sweden	Annex I Parties
	Alternate member	Mr. Marc-Antoine Martin	France	Annex I Parties
	Member	Ms. Patience Dampsey	Ghana	Non-Annex I Parties
	Alternate member	Ms. Margarita Caso	Mexico	Non-Annex I Parties

*Abbreviation:* CMP = Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol.

<sup>a</sup> Members and alternate members shall serve for a term of two years and shall be eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). At CMP 7, half of the members of the Adaptation Fund Board, and their alternate members from the same group, shall continue to serve in office for one additional and final year. The terms as members do not count towards the terms as alternate members, and the terms as alternate members do not count towards the terms as members (see decision 1/CMP.4).

<sup>b</sup> The term of office of a member, or an alternate, shall start at the first meeting of the Board in the calendar year following his or her election and shall end immediately before the first meeting of the Board in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

**Annex III**

**Approved and estimated fiscal year 2017 budget and  
approved fiscal year 2018 budget of the Adaptation Fund  
Board, the secretariat and the trustee**

[English only]

<i>All amounts in United States dollars</i>	<i>Approved</i>	<i>Estimated</i>	<i>Approved</i>
	Fiscal year 2017	Fiscal year 2017	Fiscal year 2018
<b>Board and Secretariat</b>			
1 Personnel	1 893 247	1 703 780	2 581 250
2 Travel	480 000	410 000	402 000
3 General operations	306 090	294 000	375 000
4 Meetings	363 000	285 000	254 800
<b>Subtotal secretariat administrative services (a)</b>	<b>3 042 337</b>	<b>2 692 780</b>	<b>3 613 050</b>
5 Overall evaluation (b)	400 000	100 000	300 000
6 Accreditation (c)	464 000	370 000	473 780
<b>Subtotal secretariat (a), (b) and (c)</b>	<b>3 906 337</b>	<b>3 162 780</b>	<b>4 386 830</b>
7 Readiness Programme (d)	616 500	586 000	604 585
<b>Subtotal secretariat (a) + (b) + (c) + (d)</b>	<b>4 522 837</b>	<b>3 748 780</b>	<b>4 991 415</b>
<b>Trustee</b>			
1 Monetization of certified emission reductions	203 000	203 000	180 000
2 Financial and programme management	225 000	225 000	225 000
3 Investment management	115 000	110 000	115 000
4 Accounting and reporting	56 000	56 000	48 000
5 Legal services	20 000	20 000	20 000
6 External audit	50 000	46 066	–
<b>Subtotal trustee</b>	<b>669 000</b>	<b>660 066</b>	<b>588 000</b>
<b>Grand total all components</b>	<b>5 191 837</b>	<b>4 408 846</b>	<b>5 579 415</b>

## Annex IV

### List of accredited implementing entities

[English only]

#### A. National implementing entities

Agencia de Cooperación Internacional de Chile (Chile)  
 Agencia Nacional de Investigación e Innovación (Uruguay)  
 Agency for Agricultural Development (Morocco)  
 Centre de Suivi Ecologique (Senegal)  
 Department of Environment (Antigua and Barbuda)  
 Desert Research Foundation of Namibia (Namibia)  
 Dominican Institute of Integral Development (Dominican Republic)  
 Environmental Project Implementation Unit (Armenia)  
 Fundación NATURA (Panama)  
 Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible (Costa Rica)  
 Mexican Institute of Water Technology (Mexico)  
 Micronesia Conservation Trust (Federated States of Micronesia)  
 Ministry of Finance and Economic Development (Ethiopia)  
 Ministry of Finance and Economic Management (Cook Islands)  
 Ministry of Natural Resources (Rwanda)  
 Ministry of Planning and International Cooperation (Jordan)  
 National Bank for Agriculture and Rural Development (India)  
 National Environment Fund (Benin)  
 National Environment Management Authority (Kenya)  
 Partnership for Governance Reform in Indonesia (Indonesia)  
 Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (Peru)  
 Planning Institute of Jamaica (Jamaica)  
 Protected Areas Conservation Trust (Belize)  
 South African National Biodiversity Institute (South Africa)  
 Unidad para el Cambio Rural (Argentina)

#### B. Multilateral implementing entities

African Development Bank  
 Asian Development Bank  
 European Bank for Reconstruction and Development  
 Inter-American Development Bank  
 International Bank for Reconstruction and Development (World Bank)  
 International Fund for Agricultural Development  
 United Nations Development Programme  
 United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization  
 United Nations Environment Programme  
 United Nations Human Settlements Programme  
 United Nations World Food Programme  
 World Meteorological Organization

#### C. Regional implementing entities

Caribbean Development Bank (Latin America and the Caribbean)  
 Central American Bank for Economic Integration (Latin America and the Caribbean)  
 Corporación Andina de Fomento (Latin America and the Caribbean)  
 Observatoire du Sahara et du Sahel/Sahara and Sahel Observatory (North, West and East Africa)  
 Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (Pacific)  
 West African Development Bank (West Africa)

## Annex V

## Project funding approvals by the Adaptation Fund Board between 1 July 2016 and 30 June 2017

[English only]

Figure 1

Project-related funding decisions made during the intersessional period between the 27<sup>th</sup> and 28<sup>th</sup> meetings of the Adaptation Fund Board

(United States dollars)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	NIE	RIE	MIE	Set-aside Funds	Decision
<b>1. Projects and Programmes:</b>									
<b>Single-country</b>									
	Panama	Fundación Natura	AFB/PPRC.18-19/3	9,952,121	9,952,121				Not approved
	Senegal	CSE	AFB/PPRC.18-19/4	1,351,000	1,351,000				Not approved
	Niger	BOAD	AFB/PPRC.18-19/5	9,911,000		9,911,000		9,911,000	Approved
	Uganda	OSS	AFB/PPRC.18-19/6	7,751,000		7,751,000		7,751,000	Approved
	<b>Sub-total</b>			<b>28,965,121</b>	<b>11,303,121</b>	<b>17,662,000</b>	<b>0</b>	<b>17,662,000</b>	
<b>2. Project Formulation Grants:</b>									
<b>Single country</b>									
	Antigua and Barbuda	ABED	AFB/PPRC.18-19/2/Add.1	30,000	30,000			30,000	Approved
	<b>Sub-total</b>			<b>30,000</b>	<b>30,000</b>			<b>30,000</b>	
<b>3. Concepts: Single-country</b>									
	Antigua and Barbuda	ABED	AFB/PPRC.18-19/2	9,970,000	9,970,000				Endorsed
	<b>Sub-total</b>			<b>9,970,000</b>	<b>9,970,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>4. Total (4 = 1 + 2 + 3)</b>				<b>38,965,121</b>	<b>21,303,121</b>	<b>17,662,000</b>	<b>0</b>	<b>17,692,000</b>	

*Abbreviations:* ABED = Antigua and Barbuda Environment Division, BOAD = Banque Ouest Africaine de Développement, CSE = Centre de Suivi Ecologique, IE = implementing entity, MIE = multilateral implementing entity, NIE = national implementing entity, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel/Sahara and Sahel Observatory, RIE = regional implementing entity.

Figure 2  
**Project-related funding decisions made at the 28<sup>th</sup> meeting of the Adaptation Fund Board**  
 (United States dollars)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	NIE	RIE	MIE	Set-aside Funds	Decision
<b>1. Projects and Programmes: Single-country</b>									
	Antigua and Barbuda	ABED	AFB/PPRC.19/15	9,970,000	9,970,000				Not approved
	Ethiopia	MOFEC	AFB/PPRC.19/16	9,975,486	9,975,486				Not approved
	India	NABARD	AFB/PPRC.19/17	2,556,093	2,556,093			2,556,093	Approved
	Panama	Fundación Natura	AFB/PPRC.19/18	9,964,859	9,964,859				Not approved
	Micronesia (Fed. Sts of)	SPREP	AFB/PPRC.19/19	9,000,000		9,000,000			Not approved
	Peru	CAF	AFB/PPRC.19/20	2,941,446		2,941,446			Not approved
	Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	AFB/PPRC.19/21	4,500,000			4,500,000	4,500,000	Approved
	Paraguay	UNEP	AFB/PPRC.19/22	7,128,450			7,128,450		Not approved
	<b>Sub-total</b>			<b>56,036,334</b>	<b>32,466,438</b>	<b>11,941,446</b>	<b>11,628,450</b>	<b>7,056,093</b>	
<b>2. Project Formulation Grants: Single country</b>									
	Namibia (1)	DRFN	AFB/PPRC.19/6/Add.1	30,000	30,000			30,000	Approved
	Namibia (2)	DRFN	AFB/PPRC.19/7/Add.1	30,000	30,000			30,000	Approved
	Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.19/8/Add.1	30,000	30,000				Not approved
	Indonesia	Kemitraan	AFB/PPRC.19/9/Add.1	29,550	29,550				Not approved
	<b>Sub-total</b>			<b>119,550</b>	<b>119,550</b>			<b>60,000</b>	
<b>3. Concepts: Single-country</b>									
	Namibia (1)	DRFN	AFB/PPRC.19/6	750,000	750,000				Endorsed
	Namibia (2)	DRFN	AFB/PPRC.19/7	750,000	750,000				Endorsed
	Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.19/8	9,954,000	9,954,000				Not endorsed
	Indonesia	Kemitraan	AFB/PPRC.19/9	3,808,416	3,808,416				Not endorsed
	Ecuador	CAF	AFB/PPRC.19/10	2,489,373		2,489,373			Not endorsed
	Marshall Islands	SPREP	AFB/PPRC.19/11	7,484,873		7,484,873			Not endorsed
	Togo	BOAD	AFB/PPRC.19/12	10,000,000		10,000,000			Endorsed
	Fiji	UN-HABITAT	AFB/PPRC.19/13	4,200,000			4,200,000		Endorsed
	Solomon Islands	UN-HABITAT	AFB/PPRC.19/14	4,395,877			4,395,877		Endorsed
	<b>Sub-total</b>			<b>43,832,539</b>	<b>15,262,416</b>	<b>19,974,246</b>	<b>8,595,877</b>		
<b>4. Projects and Programmes: Regional</b>									
	Chile, Ecuador	CAF	AFB/PPRC.19/30	13,910,400		13,910,400			Not approved

	Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzania, Uganda	UNEP	AFB/PPRC.19/31	5,000,000			5,000,000		Not approved
	Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Vietnam	UNESCO	AFB/PPRC.19/32	4,898,775			4,898,775		Not approved
	Ethiopia, Kenya, Uganda	WMO	AFB/PPRC.19/33	6,800,000			6,800,000		Not approved
<b>Sub-total</b>				<b>30,609,175</b>		<b>13,910,400</b>	<b>16,698,775</b>		
<b>5. Project Formulation Grants: Regional Concepts</b>									
	Benin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo	BOAD	AFB/PPRC.19/25/Add.1	80,000		80,000		80,000	Approved
	Colombia, Ecuador	WFP	AFB/PPRC.19/27/Add.1	80,000			80,000	80,000	Approved
	Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	AFB/PPRC.19/28/Add.1	78,000			78,000		Not approved
	Mauritius, Seychelles	UNDP	AFB/PPRC.19/29/Add.1	80,000			80,000	80,000	Approved
<b>Sub-total</b>				<b>318,000</b>		<b>80,000</b>	<b>238,000</b>	<b>240,000</b>	
<b>6. Concepts: Regional</b>									
	Benin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo	BOAD	AFB/PPRC.19/25	14,000,000		14,000,000			Endorsed
	Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama and Dominican Republic	CABEI	AFB/PPRC.19/26	5,994,625		5,994,625			Not endorsed
	Colombia, Ecuador	WFP	AFB/PPRC.19/27	14,000,000			14,000,000		Endorsed
	Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	AFB/PPRC.19/28	5,000,000			5,000,000		Not endorsed
	Mauritius, Seychelles	UNDP	AFB/PPRC.19/29	4,900,000			4,900,000		Endorsed
<b>Sub-total</b>				<b>43,894,625</b>		<b>19,994,625</b>	<b>23,900,000</b>		
<b>7. Pre-concepts: Regional</b>									
	Benin, Burkina Faso and Niger	OSS	AFB/PPRC.19/23	4,542,250		4,542,250			Endorsed
	Madagascar, Malawi, Mozambique and Union of Comoros	UN-HABITAT	AFB/PPRC.19/24	13,544,055			13,544,055		Endorsed
<b>Sub-total</b>				<b>13,544,055</b>			<b>13,544,055</b>		
<b>8. Total (8 = 1 + 2 + 3 + 4 + 5+6+7)</b>				<b>188,354,278</b>	<b>47,848,404</b>	<b>65,900,717</b>	<b>74,605,157</b>	<b>7,356,093</b>	

*Abbreviations:* ABED = Antigua and Barbuda Environment Division, BOAD = West African Development Bank, CABI = Central American Bank for Economic Integration, CAF = Corporación Andina de Fomento, DRFN = Desert Research Foundation of Namibia, IDDI = Dominican Institute of Integral Development, IE = implementing entity, Kemitraan = Partnership for Governance Reform in Indonesia, MIE = multilateral implementing entity, MOFEC = Ministry of Finance and Economic Cooperation, NABARD = National Bank for Agriculture and Rural Development, NIE = national implementing entity, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel/Sahara and Sahel Observatory, RIE = regional implementing entity, SPREP = Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, UNDP = United Nations Development Programme, UNEP = United Nations Environment Programme, UNESCO = United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WFP = World Food Programme, WMO = World Meteorological Organization.

Figure 3  
**Project-related funding decisions made at the 29<sup>th</sup> meeting of the Adaptation Fund Board**  
 (United States dollars)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	NIE	RIE	MIE	Set-aside	Decision
<b>1. Projects and Programmes: Single-country</b>									
	Antigua and Barbuda	ABED	AFB/PPRC.20/12	9,970,000	9,970,000			9,970,000	Approved
	Ethiopia	MOFEC	AFB/PPRC.20/13	9,987,910	9,987,910			9,987,910	Approved
	Panama	Fundación Natura	AFB/PPRC.20/14	9,967,559	9,967,559			9,967,559	Approved
	Guinea-Bissau	BOAD	AFB/PPRC.20/15	9,979,000		9,979,000			Not approved
	Micronesia (Fed. Sts of)	SPREP	AFB/PPRC.20/16	9,000,000		9,000,000		9,000,000	Approved
	Peru	CAF	AFB/PPRC.20/17	2,941,446		2,941,446		2,941,446	Approved
	Fiji	UN-HABITAT	AFB/PPRC.20/18	4,200,000			4,200,000		Not approved
	Honduras	UNDP	AFB/PPRC.20/19	4,379,700			4,379,700	4,379,700	Approved
	Paraguay	UNEP	AFB/PPRC.20/20	7,128,450			7,128,450	7,128,450	Approved
	Solomon Islands	UN-HABITAT	AFB/PPRC.20/21	4,395,877			4,395,877		Not approved
	<b>Sub-total</b>			<b>71,949,942</b>	<b>29,925,469</b>	<b>21,920,446</b>	<b>20,104,027</b>	<b>53,375,065</b>	
<b>2. Project Formulation Grants: Single country</b>									
	Micronesia (Fed. Sts of)	MCT	AFB/PPRC.20/6/Add.1	30,000	30,000			30,000	Approved
	Armenia (1)	EPIU	AFB/PPRC.20/7/Add.1	27,000	27,000				Not approved
	Armenia (2)	EPIU	AFB/PPRC.20/8/Add.1	30,000	30,000				Not approved
	Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.20/9/Add.1	30,000	30,000			30,000	Approved
	<b>Sub-total</b>			<b>117,000</b>	<b>117,000</b>			<b>60,000</b>	
<b>3. Concepts: Single-country</b>									
	Micronesia (Fed. Sts of)	MCT	AFB/PPRC.20/6	970,000	970,000				Endorsed
	Armenia (1)	EPIU	AFB/PPRC.20/7	1,385,380	1,385,380				Not endorsed
	Armenia (2)	EPIU	AFB/PPRC.20/8	2,483,000	2,483,000				Not endorsed
	Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.20/9	9,954,000	9,954,000				Endorsed
	Ecuador	CAF	AFB/PPRC.20/10	2,489,373		2,489,373			Endorsed
	Suriname	IDB	AFB/PPRC.20/11	9,801,619			9,801,619		Endorsed
	<b>Sub-total</b>			<b>27,083,372</b>	<b>14,792,380</b>	<b>2,489,373</b>	<b>9,801,619</b>		

<b>4. Projects and Programmes: Regional</b>									
	Chile, Ecuador	CAF	AFB/PPRC.20/25	13,910,400		13,910,400			Not approved
	Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzania, Uganda	UNEP	AFB/PPRC.20/26	5,000,000			5,000,000		Not approved
	Colombia, Ecuador	WFP	AFB/PPRC.20/27	14,000,000			14,000,000		Not approved
	Ethiopia, Kenya, Uganda	WMO	AFB/PPRC.20/28	6,800,000			6,800,000	6,800,000	Approved
<b>Sub-total</b>				<b>39,710,400</b>		<b>13,910,400</b>	<b>25,800,000</b>	<b>6,800,000</b>	
<b>5. Project Formulation Grants: Regional Concepts</b>									
	Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama and Dominican Republic	CABEI	AFB/PPRC.20/22/Add.1	100,000		100,000			Deferred
	Madagascar, Malawi, Mozambique and Union of Comoros	UN-HABITAT	AFB/PPRC.20/23/Add.1	80,000			80,000	80,000	Approved
	Cuba, Dominican Republic and Jamaica	UNDP	AFB/PPRC.20/24/Add.1	80,000			80,000		Not approved
<b>Sub-total</b>				<b>260,000</b>		<b>100,000</b>	<b>160,000</b>	<b>80,000</b>	
<b>6. Concepts: Regional</b>									
	Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama and Dominican Republic	CABEI	AFB/PPRC.20/22	5,000,000		5,000,000			Deferred
	Madagascar, Malawi, Mozambique and Union of Comoros	UN-HABITAT	AFB/PPRC.19/24	13,544,055			13,544,055		Endorsed
	Cuba, Dominican Republic and Jamaica	UNDP	AFB/PPRC.20/24	4,969,367			4,969,367		Not endorsed
<b>Sub-total</b>				<b>23,513,422</b>		<b>5,000,000</b>	<b>18,513,422</b>		
<b>7. Total (7 = 1 + 2 + 3 + 4 + 5+6)</b>				<b>162,634,136</b>	<b>44,834,849</b>	<b>43,420,219</b>	<b>74,379,068</b>	<b>60,315,065</b>	

*Abbreviations:* ABED = Antigua and Barbuda Environment Division, BOAD = West African Development Bank, CABEI = Central American Bank for Economic Integration, CAF = Corporación Andina de Fomento, EPIU = Environmental Project Implementation Unit, IDB = Inter-American Development Bank, IDDI = Dominican Institute of Integral Development, IE = implementing entity, MCT = Micronesia Conservation Trust, MIE = multilateral implementing entity, MOFEC = Ministry of Finance and Economic Cooperation, NIE = national implementing entity, RIE = regional implementing entity, SPREP = Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, UNDP = United Nations Development Programme, UNEP = United Nations Environment Programme, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WFP = World Food Programme, WMO = World Meteorological Organization.

Figure 4

**Funding decisions made for projects under the Readiness Programme during the intersessional period between the 28<sup>th</sup> and 29<sup>th</sup> meetings of the****Adaptation Fund Board**

(United States dollars)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	NIE	Set-aside funds	Decision
<b>1. Technical Assistance Grants</b>							
	Antigua and Barbuda	DoE	AFB/PPRC.19-20/2	25,000	25,000	25,000	Approved
	India	NABARD	AFB/PPRC.19-20/3	25,000	25,000	25,000	Approved
	Kenya	NEMA	AFB/PPRC.19-20/4	25,000	25,000	25,000	Approved
	Namibia	DRFN	AFB/PPRC.19-20/5	20,000	20,000	20,000	Approved
	Peru	PROFONANPE	AFB/PPRC.19-20/6	25,000	25,000	25,000	Approved
	Rwanda	MINIRENA	AFB/PPRC.19-20/7	25,000	25,000	25,000	Approved
	Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC.19-20/8	10,000	10,000	10,000	Approved
	Micronesia (Federated States of)	MCT	AFB/PPRC.19-20/9	10,000	10,000	10,000	Approved
	Senegal	CSE	AFB/PPRC.19-20/10	10,000	10,000	10,000	Approved
<b>Sub-total</b>				<b>175,000</b>	<b>175,000</b>	<b>175,000</b>	
<b>2. South-South Cooperation Grants</b>							
	Togo	CSE (Senegal)	AFB/PPRC.19-20/11	50,000	50,000	50,000	Approved
	Burundi	CSE (Senegal)	AFB/PPRC.19-20/12	50,000	50,000	50,000	Approved
<b>Sub-total</b>				<b>100,000</b>	<b>100,000</b>	<b>100,000</b>	

*Abbreviations:* CSE = Centre de Suivi Ecologique, DoE = Department of Environment, DRFN = Desert Research Foundation of Namibia, Fundecooperación = Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible, IE = implementing entity, MCT = Micronesia Conservation Trust, MIRENA = Ministry of Natural Resources of Rwanda, NABARD = National Bank for Agriculture and Rural Development, NEMA = National Environment Management Authority, NIE = national implementing entity, PROFONANPE = Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas.

---

## Annex VI

### Contributors to the Adaptation Fund

[English only]

Austria  
Belgium  
Belgium (Brussels-Capital Region)  
Belgium (Flemish Region)  
Belgium (Walloon Region)  
Corporación Andina de Fomento  
Finland  
France  
Germany  
Italy  
Japan  
Luxembourg  
Monaco  
Norway  
Spain  
Sweden  
Switzerland  
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
Others

## Status of the portfolio of the Adaptation Fund

[English only]

Table 2

Status of the **active portfolio** of approved projects/programmes by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2017

	<i>Country</i>	<i>Project/programme title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme status</i>
1	Senegal	Adaptation to coastal erosion in vulnerable areas	CSE	8 619 000	8 619 000	17/9/2010	Completed
2	Honduras	Addressing climate change risks on water resources in Honduras: increased systemic resilience and reduced vulnerability of the urban poor	UNDP	5 620 300	5 620 300	17/9/2010	Completed
3	Nicaragua	Reduction of risks and vulnerability based on flooding and droughts in the Estero Real River watershed	UNDP	5 500 950	5 500 950	15/12/2010	Completed
4	Pakistan	Reducing risks and vulnerabilities from glacier lake outburst floods in northern Pakistan	UNDP	3 906 000	3 906 000	15/12/2010	Completed
5	Ecuador	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Pichincha Province and the Jubones River basin	WFP	7 449 468	7 449 468	18/3/2011	Under implementation
6	Eritrea	Climate change adaptation programme in water and agriculture in Anseba Region, Eritrea	UNDP	6 520 850	6 070 654	18/3/2011	Under implementation
7	Solomon Islands	Enhancing resilience of communities in Solomon Islands to the adverse effects of climate change in agriculture and food security	UNDP	5 533 500	5 533 500	18/3/2011	Completed
8	Mongolia	Ecosystem-based adaptation approach to maintaining water security in critical water catchments in Mongolia	UNDP	5 500 000	5 500 000	22/6/2011	Under implementation
9	Maldives	Increasing climate resilience through an integrated water resource management programme in HA. Ihavandhoo, ADh. Mahibadhoo and GDh. Gadhhdoo Island	UNDP	8 989 225	8 989 225	22/6/2011	Under implementation
10	Turkmenistan	Addressing climate change risks to farming systems in Turkmenistan at national and community level	UNDP	2 929 500	2 929 500	22/6/2011	Under implementation
11	Mauritius	Climate change adaptation programme in the coastal zone of Mauritius	UNDP	9 119 240	3 710 877	16/9/2011	Under implementation
12	Georgia	Developing climate-resilient flood and flash flood management practices to protect vulnerable communities	UNDP	5 316 500	5 316 500	14/12/2011	Completed

	<i>Country</i>	<i>Project/programme title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme status</i>
		of Georgia					
13	United Republic of Tanzania	Implementation of concrete adaptation measures to reduce vulnerability of livelihood and economy of coastal communities in Tanzania	UNEP	5 008 564	5 008 564	14/12/2011	Under implementation
14	Cook Islands	Strengthening the resilience of our islands and our communities to climate change	UNDP	5 381 600	5 381 600	14/12/2011	Under implementation
15	Uruguay	Uruguay: helping small farmers adapt to climate change	ANII	9 967 678	8 551 296	14/12/2011	Under implementation
16	Samoa	Enhancing resilience of Samoa's coastal communities to climate change	UNDP	8,732,351	8,732,351	14/12/2011	Under implementation
17	Madagascar	Madagascar: promoting climate resilience in the rice sector	UNEP	5 104 925	4 829 878	14/12/2011	Under implementation
18	Papua New Guinea	Enhancing adaptive capacity of communities to climate change related floods in the North Coast and Islands Region of Papua New Guinea	UNDP	6 530 373	6 530 373	16/3/2012	Under implementation
19	Cambodia	Enhancing climate resilience of rural communities living in protected areas of Cambodia	UNEP	4 954 273	4 180 308	28/6/2012	Under implementation
20	Colombia	Reducing risk and vulnerability to climate change in the region of La Depresion Momposina in Colombia	UNDP	8 518 307	4 893 900	28/6/2012	Under implementation
21	Djibouti	Developing agropastoral shade gardens as an adaptation strategy for poor rural communities in Djibouti	UNDP	4 658 556	4 263 948	28/6/2012	Under implementation
22	Egypt	Building resilient food security systems to benefit the Southern Egypt Region	WFP	6 904 318	5 935 284	28/6/2012	Under implementation
23	Jamaica	Enhancing the resilience of the agricultural sector and coastal areas to protect livelihoods and improve food security	PIOJ	9 965 000	5 980 360	28/6/2012	Under implementation
24	Lebanon	Climate-smart agriculture: enhancing adaptive capacity of the rural communities in Lebanon (AgriCAL)	IFAD	7 860 825	1 589 200	28/6/2012	Not started
25	Mauritania	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Mauritania	WFP	7 803 605	5 845 468	28/6/2012	Under implementation
26	Sri Lanka	Addressing climate change impacts on marginalized agricultural communities living in the Mahaweli River Basin of Sri Lanka	WFP	7 989 727	6 568 567	14/12/2012	Under implementation
27	Argentina	Increasing climate resilience and enhancing sustainable land management in the southwest of the Buenos Aires	WB	4 296 817	2 168 308	14/12/2012	Under implementation

	<i>Country</i>	<i>Project/programme title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme status</i>
		Province					
28	Argentina	Enhancing the adaptive capacity and increasing resilience of small-size agriculture producers of the northeast of Argentina	UCAR	5 640 000	5 640 000	4/4/2013	Under implementation
29	Guatemala	Climate change resilient production landscapes and socioeconomic networks advanced in Guatemala	UNDP	5 425 000	4 957 076	14/9/2013	Under implementation
30	Rwanda	Reducing vulnerability to climate change in north west Rwanda through community-based adaptation	MINIRENA	9 969 619	8 994 496	1/11/2013	Under implementation
31	Cuba	Reduction of vulnerability to coastal flooding through ecosystem-based adaptation in the south of Artemisa and Mayabeque provinces	UNDP	6 067 320	2 250 719	20/2/2014	Under implementation
32	Seychelles	Ecosystem-based adaptation to climate change in Seychelles	UNDP	6 455 750	2 409 398	20/2/2014	Under implementation
33	Uzbekistan	Developing climate resilience of farming communities in the drought prone parts of Uzbekistan	UNDP	5 415 103	1 424 612	20/2/2014	Under implementation
34	Myanmar	Addressing climate change risks on water resources and food security in the dry zone of Myanmar	UNDP	7 909 026	4 857 933	27/2/2014	Under implementation
35	Belize	Implement priority ecosystem-based marine conservation and climate adaptation measures to strengthen the climate resilience of the Belize Barrier Reef System	WB	6 000 000	4 597 650	18/8/2014	Under implementation
36	India	Conservation and management of coastal resources as a potential adaptation strategy for sea level rise	NABARD	689 264	161 367	10/10/2014	Under implementation
37	India	Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small and marginal farmers in Purulia and Bankura districts of west Bengal	NABARD	2 510 854	376 628	10/10/2014	Under implementation
38	Costa Rica	Reducing the vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources, and coastlines) in order to reduce the negative impacts of climate change and improve the resilience of these sectors	Fundecooperación	9 970 000	4 347 907	10/10/2014	Under implementation
39	Kenya	Integrated programme to build resilience to climate change and adaptive capacity of vulnerable communities in Kenya	NEMA	9 998 302	4 956 906	10/10/2014	Under implementation
40	South Africa	Building Resilience in the Greater uMngeni Catchment	SANBI	7 495 055	2 588 273	10/10/2014	Under implementation
41	South Africa	Taking adaptation to the ground: a small grants facility for enabling local level responses to climate change	SANBI	2 442 682	1 861 024	10/10/2014	Under implementation

	<i>Country</i>	<i>Project/programme title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme status</i>
42	Ghana	Increased resilience to climate change in Northern Ghana through the management of water resources and diversification of livelihoods	UNDP	8 293 972	575 965	5/3/2015	Under implementation
43	Mali	Programme support for climate change adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbuktu	UNDP	8 533 348	4 374 194	25/3/2015	Under implementation
44	Nepal	Adapting to climate-induced threats to food production and food security in the Karnali region of Nepal	WFP	9 527 160	2 341 906	1/4/2015	Not started
45	Jordan	Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change impacts in Jordan through implementing innovative projects in water and agriculture in support of adaptation to climate change	MOPIC	9 226 000	1 865 193	10/4/2015	Not started
46	Morocco	Climate changes adaptation project in oasis zones – PACC-ZO	ADA	9 970 000	7 311 018	10/4/2015	Under implementation
47	India	Building adaptive capacities of small inland fishers for climate resilience and livelihood security, Madhya Pradesh	NABARD	1 790 500	447 620	10/4/2015	Under implementation
48	India	Climate-smart actions and strategies in north western Himalayan Region for sustainable livelihoods of agriculture-dependent hill communities	NABARD	969 570	165 933	9/10/2015	Under implementation
49	Chile	Enhancing resilience to climate change of the small agriculture in the Chilean region of O'Higgins	AGCI	9 960 000	1 909 974	9/10/2015	Not started
50	India	Climate proofing of watershed development projects in the states of Rajasthan and Tamil Nadu	NABARD	1 344 155	470 454	9/10/2015	Under implementation
51	Peru	Adaptation to the impacts of climate change on Peru's coastal marine ecosystem and fisheries	PROFONANPE	6 590 239	2 979 902	18/3/2016	Not started
52	Niger	Enhancing resilience of agriculture to climate change to support food security in Niger through modern irrigation techniques	BOAD	9 911 000	1 376 000	5/7/2016	Not started
53	Uganda	Enhancing resilience of communities to climate change through catchment-based integrated management of water	OSS	7 751 000	1 500 000	5/7/2016	Not started
54	India	Building adaptive capacities in communities, livelihood and ecological security in Kanha-Pench corridor in Madhya Pradesh	NABARD	2 556 093	706 276	10/7/2016	Not started
55	Lao People's Democratic Republic	Enhancing the climate and disaster resilience of the most vulnerable rural and emerging urban rural settlements in Lao PDR	UN-Habitat	4 500 000	1 188 075	10/7/2016	Under implementation

	Country	Project/programme title	Implementing entity	Approved amount (USD)	Amount transferred (USD)	Approval date	Project/programme status
56	Ethiopia, Kenya and Uganda	Agricultural climate resilience enhancement initiative (ACREI)	WMO	6 800 000	3 400 000	17/3/2017	Not started
57	Antigua and Barbuda	An integrated approach to physical adaptation and community resilience in Antigua and Barbuda's northwest McKinnon's basin	ABED	9 970 000	1 571 000	17/3/2017	Not started
58	Ethiopia	Climate-smart integrated rural development project	MOFEC	9 987 910	4 354 692	17/3/2017	Not started
59	Honduras	Ecosystem-based adaptation at communities of the central forest corridor at Tegucigalpa	UNDP	4 379 700	137 244	17/3/2017	Not started
60	Micronesia	Enhancing the climate change resilience of vulnerable island communities in the Federated States of Micronesia	SPREP	9 000 000	1 248 486	17/3/2017	Not started
61	Panama	Adapting to climate change through integrated water management in Panama	Fundación Natura	9 977 559	5 531 462	17/3/2017	Not started
62	Paraguay	Ecosystem-based approaches for reducing the vulnerability of food security to the impacts of climate change in the Chaco region of Paraguay	UNEP	7 128 450	961 591	17/3/2017	Not started
63	Peru	AYNINACUY: Strategies for adaptation to climate change for the preservation of livestock capital and livelihoods in highland rural communities	CAF	2 941 446	923 255	17/3/2017	Not started
<b>Total</b>				<b>416 137 529</b>			

*Abbreviations:* ABED = Antigua and Barbuda Environment Division, ADA = Agency for Agricultural Development, AGCI = Agencia de Cooperación Internacional de Chile, ANII = Agencia Nacional de Investigación e Innovación, BOAD = West African Development Bank, CAF = Corporación Andina de Fomento, CSE = Centre de Suivi Ecologique, Fundecooperación = Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible, IFAD = International Fund for Agricultural Development, MIRENA = Ministry of Natural Resources of Rwanda, MOFEC = Ministry of Finance and Economic Cooperation, MOPIC = Ministry of Planning and International Cooperation of Jordan, NABARD = National Bank for Agriculture and Rural Development, NEMA = National Environment Management Authority, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel/Sahara and Sahel Observatory, PIOJ = Planning Institute of Jamaica, PROFONANPE = Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas, SANBI = South African National Biodiversity Institute, SPREP = Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, UCAR = Unidad para el Cambio Rural, UNDP = United Nations Development Programme, UNEP = United Nations Environment Programme, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WB = World Bank, WFP = World Food Programme, WMO = World Meteorological Organization.

Table 3  
**Breakdown of the status of the active portfolio of approved projects/programmes by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2017**

<i>Status</i>	<i>Number of projects/programmes</i>	<i>Total value (USD)</i>
Not started	16	120 206 557
Under implementation	41	262 434 722
Completed	6	34 496 250

Table 4  
**Active pipeline of single-country project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund since 1 July 2016 but not yet approved as at 30 June 2017 nor cancelled by the proponent by the end of that period**

<i>Country</i>	<i>Agency</i>	<i>Financing requested (USD)</i>	<i>Stage</i>
<i>NIE proposals</i>			
Dominican Republic	IDDI	9 954 000	Concept (endorsed)
Indonesia	Kemitraan	4 075 005	Concept
Armenia	EPIU	1 385 380	Concept
Armenia	EPIU	2 483 000	Concept
Micronesia (Federated States of)	MCT	970 000	Concept (endorsed)
Namibia	DRFN	750 000	Concept (endorsed)
Namibia	DRFN	750 000	Concept (endorsed)
Senegal	CSE	1 351 000	Full proposal
<b>Total</b>		<b>21 718 385</b>	
<i>RIE proposals</i>			
Ecuador	CAF	2 489 373	Concept (endorsed)
Guinea-Bissau	BOAD	9 979 000	Full proposal
Marshall Islands	SPREP	7 484 873	Concept
Togo	BOAD	10 000 000	Concept (endorsed)
<b>Total</b>		<b>29 953 246</b>	
<i>MIE proposals</i>			
Fiji	UN-Habitat	4 200 000	Full proposal
Solomon Islands	UN-Habitat	4 395 877	Full proposal
Suriname	IDB	9 801 619	Concept (endorsed)
<b>Total</b>		<b>18 397 496</b>	
<b>Total for all implementing entities</b>		<b>70 105 122</b>	

*Abbreviations:* BOAD = West African Development Bank, CAF = Corporación Andina de Fomento, CSE = Centre de Suivi Ecologique, DRFN = Desert Research Foundation of Namibia, EPIU = Environmental Project Implementation Unit, IDB = Inter-American Development Bank, IDDI = Dominican Institute of Integral Development, Kemitraan = Partnership for Governance Reform in Indonesia, MCT = Micronesia Conservation Trust, MIE = multilateral implementing entity, NIE = national implementing entity, RIE = regional implementing entity, SPREP = Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme.

Table 5  
**Active pipeline of regional *project* and programme proposals submitted to the Adaptation Fund since 1 July 2016 but not yet approved as at 30 June 2017 nor cancelled by the proponent by the end of that period**

<i>Country</i>	<i>Agency</i>	<i>Financing requested (USD)</i>	<i>Stage</i>
<i>RIE proposals</i>			
Benin, Burkina Faso, Niger	OSS	8 550 000	Concept (endorsed)
Benin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo	BOAD	14 000 000	Concept (endorsed)
Chile, Ecuador	CAF	13 910 400	Full proposal
Costa Rica, Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama	CABEI	5 000 000	Concept
<b>Total</b>		<b>41 460 400</b>	
<i>MIE proposals</i>			
Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzania, Uganda	UNEP	5 000 000	Full proposal
Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	UNESCO	4 898 775	Full proposal
Colombia, Ecuador	WFP	14 000 000	Full proposal
Cuba, Dominican Republic, Jamaica	UNDP	4 969 367	Concept
Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	5 000 000	Concept
Madagascar, Malawi, Mozambique, Comoros	UN-Habitat	13 544 055	Concept (endorsed)
Mauritius, Seychelles	UNDP	4 900 000	Concept (endorsed)
<b>Total</b>		<b>52 312 197</b>	
<b>Total for all implementing entities</b>		<b>93 772 597</b>	

*Abbreviations:* BOAD = Banque Ouest Africaine de Développement, CABEI = Central American Bank for Economic Integration, CAF = Corporación Andina de Fomento, MIE = multilateral implementing entity, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel/Sahara and Sahel Observatory, RIE = regional implementing entity, UNDP = United Nations Development Programme, UNEP = United Nations Environment Programme, UNESCO = United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WFP = World Food Programme.

*Note:* Funding request amounts as in the latest submission of the proposal. Only proposals that have been endorsed by the governments of all prospective recipient countries are included.

Table 6  
**Overview of active pipeline of single-country and regional proposals under development**

<i>Status</i>	<i>Submitted by NIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Submitted by RIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Submitted by MIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Total</i>	<i>Total value (USD)</i>
<b>Single-country projects and programmes</b>								
Concept submitted, not endorsed	3	7 943 385	0	0	0	0	3	7 943 385
Concept submitted, endorsed	4	12 424 000	2	12 489 373	1	9 801 619	7	34 714 992
Full proposal submitted, not approved	0	0	3	21 920 446	2	8 595 877	5	30 516 323
<b>Regional projects and programmes</b>								
Pre-concept submitted, not endorsed	-	-	0	0	0	0	0	0
Pre-concept submitted, endorsed	-	-	0	0	0	0	0	0
Concept submitted, not endorsed	-	-	1	5 000 000	2	9 969 367	3	14 969 367
Concept submitted, endorsed	-	-	2	22 550 000	2	18 444 055	4	40 994 055
Full proposal submitted, not approved	-	-	1	13 910 400	1	4 898 775	2	18 809 175

*Abbreviations:* MIE = multilateral implementing entity, NIE = national implementing entity, RIE = regional implementing entity.

## Annex VIII

**Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2017, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its thirteenth session\***

[English only]



The World Bank Group  
Financial Intermediary Funds

Adaptation Fund  
Trust Fund

---

# Adaptation Fund Trust Fund

## Financial Report

Prepared by the Trustee

*As of June 30, 2017*

*Supplemental Report for the Adaptation Fund Board Report to CMP 13*

---

\* Text reproduced as received.

## Table of Contents

### Table of Contents

Introduction.....	3
Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2017.....	4
1. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2017 .....	5
2. CER Sales Proceeds and Donations .....	6
3. Asset Mix and Investment Income.....	8
4. Cumulative Funding Decisions (breakdown by NIEs, RIEs and MIEs).....	9
5. Funds Available .....	11
Annex – Detailed CER Monetization Record .....	12
Glossary .....	13

## Introduction

This report is produced by the World Bank as interim trustee (“Trustee”) for the Adaptation Fund (AF), in accordance with the Trustee’s role in the Adaptation Fund Trust Fund as set forth under paragraph 23 in the Appendix of Decision 1/CMP.4 of the CMP<sup>1</sup>.

The information contained in this Financial Report is based on financial information as of June 30, 2017.

---

<sup>1</sup> The decision states that: “The Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with financial reports of the Trust Fund annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), and provide records and accounts of the Trust Fund for audit by its external auditors annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), in accordance with the policies and procedures of the Trustee. Furthermore, the Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with reports on the sale of the CERs for the Adaptation Fund and on the status of commitments and transfers of Trust Fund funds annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board).”

## Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2017

### ***Certified Emission Reduction (CER) Sales and Donations***

Cumulative resources received into the AF Trust Fund through CER sales proceeds and donations was USDeq. 640.22 million as of June 30, 2017. Since the start of the CER monetization program in May 2009, the Trustee has generated revenues of USDeq. 197.82 million through CER sales, USDeq. 1.24 million of which were from CER sales for the period July 1, 2016 to June 30, 2017 (fiscal year 2017). As of June 30, 2017, cumulative donations received amounted to USDeq. 442.40 million.

### ***Investment Income***

As of June 30, 2017, the AF Trust Fund earned investment income of approximately USD 9.28 million on the liquid balances in the Trust Fund. The AF Trust Fund liquid portfolio has returned 0.99% for fiscal year 2017.

### ***Funding Approvals***

Cumulative net funding decisions made by the AF Board through June 30, 2017 totaled USD 460.61 million, of which USD 418.11 million represents approvals for projects and programs.

### ***Cash Transfers***

The Trustee has transferred a total of USD 270.24 million up to June 30, 2017, including USD 234.28 million related to projects and programs.

### ***Funds Held in Trust***

Funds Held in Trust

<sup>1</sup> reflect proceeds from CER monetization, donations received and investment income, less cash transfers made to date. Funds Held in Trust as of June 30, 2017 amounted to USDeq. 379.26 million.

### ***Funds available for AF Board funding decisions***

Funds available to support AF funding decisions amounted to USD 185.89 million as of June 30, 2017.

---

<sup>1</sup> Funds Held in Trust represents balance of cash, investments and unencashed promissory notes (if any) as of the reporting date.

## 1. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2017

In USD millions

	Total	% of Total
<b><u>CER Sales Proceeds, Pledges and Donations</u></b>		
CER Sales Proceeds	197.82	30.9%
Donations	442.40	69.1%
Pledges	-	0.0%
<b>Total CER Sales Proceeds and Donations</b>	<b>640.22</b>	<b>100.0%</b>

<b><u>Cumulative Resources</u></b>		
<b><u>Resources received</u></b>		
CER Sales Proceeds	197.82	30.5%
Donations	442.40	68.1%
Investment Income earned	9.28	1.4%
<b>Total Resources Received</b>	<b>649.50</b>	<b>100.0%</b>
<b><u>Resources not yet received</u></b>		
Pledges	-	0.0%
Total resources not yet received	-	0.0%
<b>Total Potential Resources (A) (in USD millions)</b>	<b>649.50</b>	<b>100.0%</b>

<b><u>Cumulative Funding Decisions</u></b>		
Programs and Projects (MIE)	236.96	51.4%
Programs and Projects (NIE)	151.44	32.9%
Programs and Projects (RIE)	29.70	6.4%
Operational Expenses	42.50	9.2%
<b>Total Funding Decisions Net of Cancellations (B)</b>	<b>460.61</b>	<b>100.0%</b>
<b>Total Potential Resources Net of Funding Decisions (A) - (B)</b>	<b>188.89</b>	
<b>Total Potential Resources Net of Funding Decisions and Operational Reserve</b>	<b>185.89</b>	

<b><u>Funds Available</u></b>		
Funds Held in Trust with no restrictions	376.26	
Approved Amounts Pending Cash Transfers	190.37	
<b>Total Funds Available to Support AF Board Decisions</b>	<b>185.89</b>	

Note: sub-totals may not add up to due to rounding

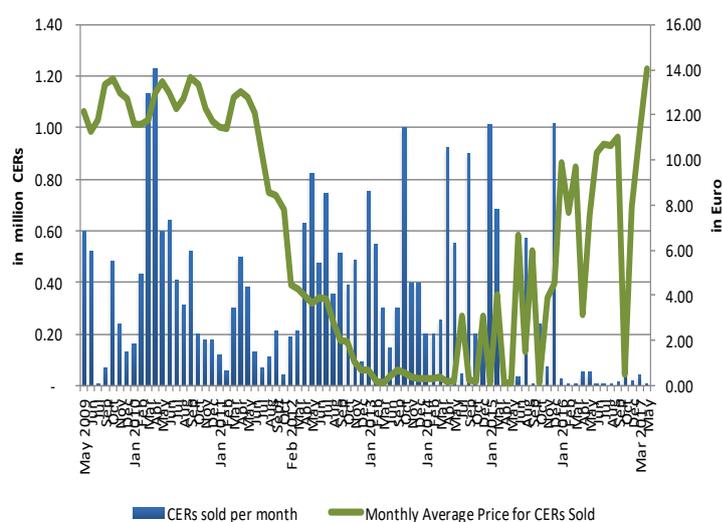
## 2. CER Sales Proceeds and Donations

### CER SALES PROCEEDS

Calendar Year		CER balance a/	CER sales	Proceeds USD (millions)
2009	Q2	5,044,100	1,120,000	18.55
	Q3	5,461,361	80,000	1.52
	Q4	5,225,632	850,000	16.06
2010	Q1	4,161,678	1,720,000	27.95
	Q2	2,174,188	2,465,000	41.84
	Q3	1,306,693	1,240,000	20.92
2011	Q4	1,888,232	560,000	9.51
	Q1	3,005,041	480,000	8.18
	Q2	3,403,530	1,015,000	18.59
2012	Q3	4,966,292	390,000	4.80
	Q4	6,255,615	40,000	0.42
	Q1	7,514,701	400,000	2.31
2013	Q2	7,034,418	1,931,000	9.41
	Q3	6,280,769	1,614,000	6.22
	Q4	8,217,077	965,000	1.71
2014	Q1	9,035,889	1,498,000	0.25
	Q2	10,528,786	144,303	0.08
	Q3	10,932,978	300,000	0.29
2015	Q4	9,749,545	1,800,000	1.18
	Q1	8,582,226	655,000	0.29
	Q2	8,502,467	1,478,000	0.34
2016	Q3	8,626,126	950,594	0.26
	Q4	7,882,366	389,680	0.11
	Q1	7,099,207	1,696,880	3.18
2017	Q2	8,079,205	97,415	0.28
	Q3	7,889,286	574,273	0.13
	Q4	7,042,550	1,327,170	1.37
2018	Q1	7,300,935	29,438	0.30
	Q2	8,011,907	108,188	0.52
	Q3	8,397,741	23,988	0.29
2019	Q4	9,066,407	286,362	0.22
	Q1	9,753,492	40,047	0.56
2020	Q2	10,464,502	10,647	0.16
	<b>Total</b>		<b>26,279,985</b>	<b>197.82</b>

a/ in registries at period-end

This table shows the proceeds from CER sales received into the Adaptation Fund Trust Fund. The Trustee has generated revenues of USDeq. 197.82 million through CER sales since the start of the CER monetization program in May 2009.



### CER SALES VS. MONTHLY AVERAGE PRICE

This chart presents the number of CERs sold per month and the monthly average price obtained by the Trustee for CERs sold between May 2009 and June 2017. During fiscal year 2017, the Trustee sold 0.36 million CERs and generated USDeq. 1.24 million in CER proceeds. The average price achieved during fiscal year 2017 was EUR 3.16 per ton.

### DONATIONS

Donor	Currency	Pledged Donation in Currency of Contribution	Effective (or signed) Donation	Receipts in Currency of Contribution	Receipts in USDeq. a/
Austria	EUR	500,000	500,000	500,000	690,250
Belgium	EUR	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,645,500
Belgium (Flanders)	EUR	7,250,000	7,250,000	7,250,000	7,806,813
Belgium (Walloon Region)	EUR	4,500,000	4,500,000	4,500,000	4,881,100
Belgium (Brussels Capital Region)	EUR	4,200,000	4,200,000	4,200,000	4,867,650
Corporacion Andina de Fomento	USD	56,000	56,000	56,000	56,000
Finland b/	USD	67,534	67,534	67,534	67,534
Finland	EUR	5,000,000	5,000,000	5,000,000	6,803,000
France b/	USD	53,340	53,340	53,340	53,340
France	EUR	5,000,000	5,000,000	5,000,000	5,564,000
Germany	EUR	190,000,000	190,000,000	190,000,000	223,881,200
Italy	EUR	7,000,000	7,000,000	7,000,000	7,756,800
Japan b/	USD	8,088	8,088	8,088	8,088
Luxembourg	EUR	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,105,296
Monaco	EUR	10,000	10,000	10,000	12,197
Norway b/	USD	87,700	87,700	87,700	87,700
Norway	NOK	15,000,000	15,000,000	15,000,000	2,439,381
Spain	EUR	45,000,000	45,000,000	45,000,000	57,055,000
Sweden	SEK	650,000,000	650,000,000	650,000,000	86,497,938
Switzerland b/	USD	77,668	77,668	77,668	77,668
Switzerland	CHF	13,000,000	13,000,000	13,000,000	14,125,926
United Kingdom	GBP	10,000,000	10,000,000	10,000,000	15,915,000
United Nations Foundation	USD	-	1,528	1,528	1,528
Others	GBP	-	326	326	504
Others	EUR	-	412	412	566
<b>Total Donations Received</b>					<b>442,399,979</b>

a/ Represents actual USD receipts.

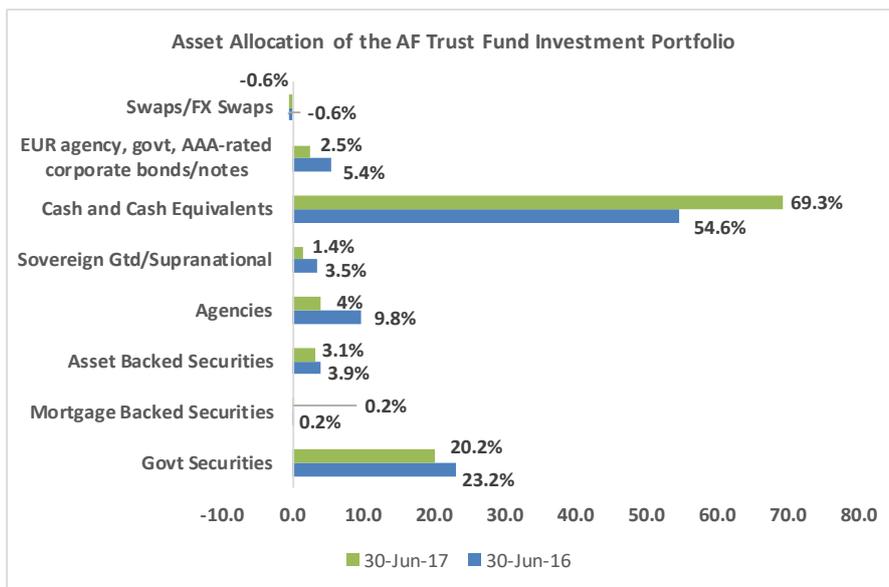
b/ Donation corresponds to the Donor's pro-rata share of the balance in the Administrative Trust Fund

### 3. Asset Mix and Investment Income

#### ASSET MIX

The undisbursed cash balance of the Adaptation Fund Trust Fund is maintained in a commingled investment portfolio (“Pool”) for all trust funds managed by IBRD. Funds are managed such that the expected maximum loss, as measured by the CVaR, in the worst 1% of cases will not exceed 0.25% at the portfolio’s investment horizon.

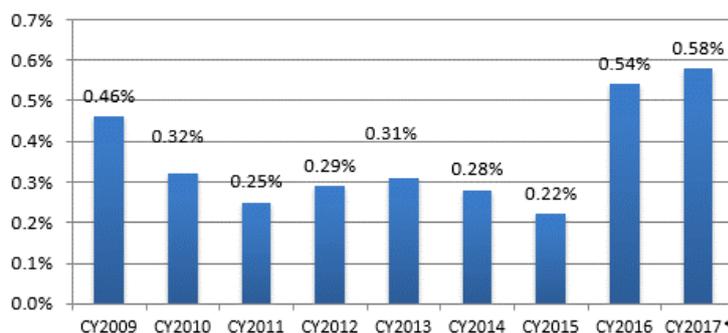
The portfolio allocation by asset class has the largest allocations to government securities and money-market instruments.



*Note: The negative position in swaps is primarily due to changes in foreign currency exchange (FX) rates in cross currency basis swaps. Such swap instruments are used to implement currency hedges on bond positions within the portfolio. These hedges remain in place.*

#### INVESTMENT RETURNS

The AF Trust Fund liquid portfolio earned approximately USD 9.28 million in investment income since inception. The portfolio return during fiscal year 2017 was 0.99%, with the largest contributors to investment performance being money market instruments and sovereign bonds.



\*non-annualized

## 4. Cumulative Funding Decisions (breakdown by NIEs, RIEs and MIEs)

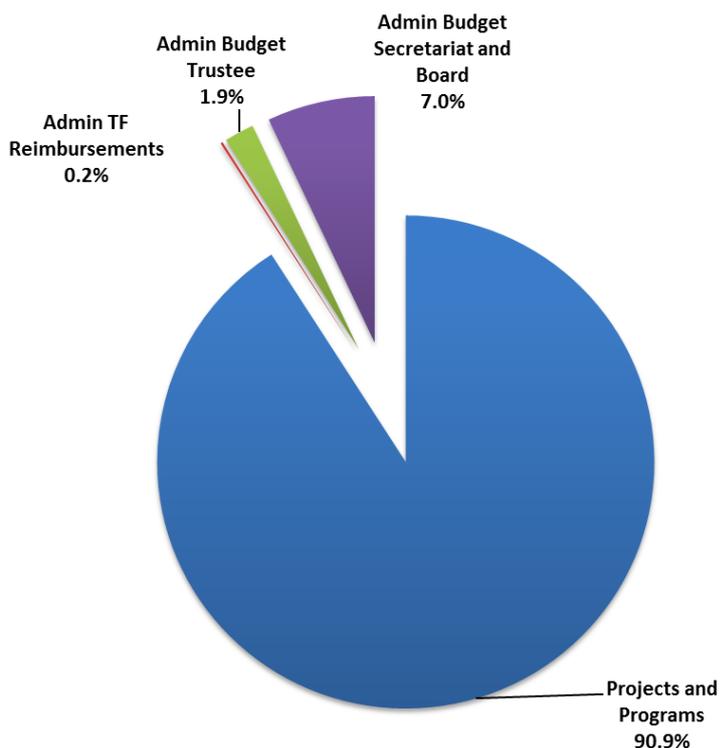
In USD millions

<b>1. Programs and Projects</b>	<b>MIE/RIE/NIE</b>	<b>MIE</b>	<b>RIE</b>	<b>NIE</b>	<b>418.11</b>
Antigua and Barbuda	ABED	-	-	10.00 a/	
Argentina	UCAR	-	-	5.67 a/	
Argentina	WB	4.30	-	-	
Belize	WB	6.00	-	-	
Benin	FNE	-	-	0.03 a/	
Cambodia	UNEP	4.95	-	-	
Chile	AGCI	-	-	9.99 a/	
Colombia	UNDP	8.52	-	-	
Cook Islands	UNDP	5.38	-	-	
Costa Rica	FDS	-	-	10.00 a/	
Cuba	UNDP	6.07	-	-	
Djibouti	UNDP	4.66	-	-	
Dominican Republic	IDDI	-	-	0.03 a/	
Ecuador	WFP	7.45	-	-	
Egypt	WFP	6.90	-	-	
Eritrea	UNDP	6.52	-	-	
Ethiopia	MOFEC	-	-	9.99	
Georgia	UNDP	5.32	-	-	
Ghana	UNDP	8.29	-	-	
Guatemala	UNDP	5.43	-	-	
Honduras	UNDP	5.62	-	-	
Honduras	UNDP	4.38	-	-	
India	NABARD	-	-	1.37 a/	
India	NABARD	-	-	0.69	
India	NABARD	-	-	2.54 a/	
India	NABARD	-	-	1.82 a/	
India	NABARD	-	-	0.97	
India	NABARD	-	-	2.58 a/	
Jamaica	PIOJ	-	-	10.00 a/	
Jordan	MOPIC	-	-	9.26 a/	
Kenya	NEMA	-	-	10.00	
Lao, PDR	UN HABITAT	4.50	-	-	
Lebanon	IFAD	7.86	-	-	
Madagascar	UNEP	5.10	-	-	
Maldives	UNDP	8.99	-	-	
Mali	UNDP	8.53	-	-	
Mauritania	WFP	7.80	-	-	
Mauritius	UNDP	9.12	-	-	
Micronesia	SPREP	-	9.00	-	
Micronesia	MCT	-	-	0.03 a/	
Mongolia	UNDP	5.50	-	-	
Morocco	ADA	-	-	10.00 a/	
Myanmar	UNDP	7.91	-	-	
Namibia	DRFN	-	-	0.03 a/	
Namibia	DRFN	-	-	0.03 a/	
Nepal	WFP	9.53	-	-	
Nicaragua	UNDP	5.50	-	-	
Niger	BOAD	-	9.91	-	
Pakistan	UNDP	3.91	-	-	
Panama	FN	-	-	10.00 a/	
Papua New Guinea	UNDP	6.53	-	-	
Paraguay	UNEP	7.13	-	-	
Peru	PROFONANPE	-	-	6.95	
Peru	CAF	-	2.94	-	
Rwanda	MINIRENA	-	-	10.00 a/	
Samoa	UNDP	8.73	-	-	
Senegal	CSE	-	-	8.62	
Senegal	CSE	-	-	0.03 a/	
Seychelles	UNDP	6.46	-	-	
Solomon Islands	UNDP	5.53	-	-	
South Africa	SANBI	-	-	7.53 a/	
South Africa	SANBI	-	-	2.47 a/	
Sri Lanka	WFP	7.99	-	-	
Tanzania	UNEP	5.01	-	-	
Turkmenistan	UNDP	2.93	-	-	
Uganda	OSS	-	7.75	-	
Uruguay	ANII	-	-	10.00 a/	
Uzbekistan	UNDP	5.42	-	-	
Regional		7.20	0.10	-	a/ d/
Africa		-	-	0.67	b/ c/
Asia		-	-	0.03	c/
Caribbean		-	-	0.03	c/
Central America		-	-	0.05	c/
South America		-	-	0.03	c/
Oceania		-	-	0.03	c/
<b>Sub-Total by IE type</b>		<b>236.96</b>	<b>29.70</b>	<b>151.44</b>	
<b>% Total Programs and Projects</b>		<b>57%</b>	<b>7%</b>	<b>36%</b>	
<b>2. Operational Expenses</b>					<b>42.50</b>
AF Administrative Trust Fund e/					0.69
Administrative Budget - Trustee					8.90
Administrative Budget - AF Board and Secretariat					32.21
Other f/					0.70
<b>3. Total Funding Decisions (3 = 1 + 2)</b>					<b>460.61</b>

a/ Includes approved Project Formulation Grant amounts.  
b/ Represents accreditation support  
c/ Represents technical assistance  
d/ Includes approved regional projects  
e/ Represents reimbursable contributions from UNEP and Australia to the Administrative Trust Fund  
f/ Represents set aside for readiness programme

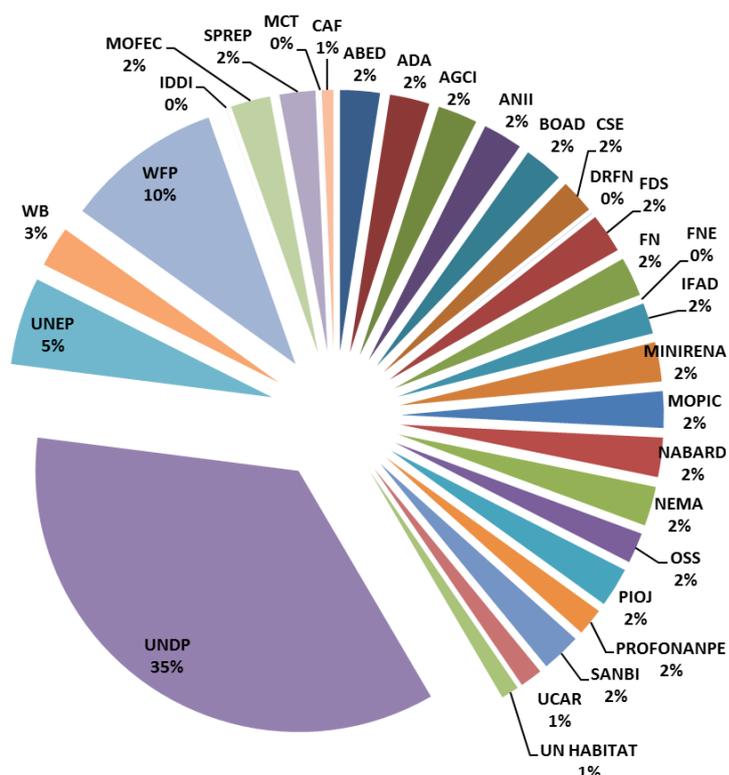
### CUMULATIVE FUNDING DECISIONS

Since inception to June 30, 2017 funding approvals made by the AF Board amounted to USD 460.61 million.



### FUNDING DECISIONS BY NIE/RIE/MIE

Funding decisions by NIE/RIE/MIE show the cumulative funding decisions related to programs and projects. To date, cumulative funding decisions to NIEs/RIEs/MIEs amount to USD 418.11 million.



## 5. Funds Available

*In USD millions*

	As of June 30, 2017 (a)	As of June 30, 2016 (b)	Change since last report (a) - (b)
<b>1. Cumulative Receipts</b>	<b>649.50</b>	<b>546.91</b>	<b>102.59</b>
a. Cash receipts from CER proceeds	197.82	196.58	1.24
b. Cash receipts from Donors and Other Sources	442.40	344.76	97.64
c. Investment Income earned	9.28	5.57	3.71
<b>2. Cumulative Cash Transfers</b>	<b>270.24</b>	<b>200.45</b>	<b>69.79</b>
a. Projects and Programs	234.28	169.75	64.53
b. Operational Expense	35.96	30.70	5.26
<b>3. Funds Held in Trust ( 3 = 1 - 2 )</b>	<b>379.26</b>	<b>346.46</b>	<b>32.80</b>
<b>4. Operational Reserve</b>	<b>3.00</b>	<b>3.00</b>	<b>-</b>
<b>5. Funding Decisions Pending Cash Transfer</b>	<b>190.37</b>	<b>174.91</b>	<b>15.46</b>
<b>6. Funds available to support AF Board funding decisions ( 6 = 3 - 4 - 5 )</b>	<b>185.89</b>	<b>168.55</b>	<b>17.34</b>

*Note: sub-totals may not add up due to rounding*

## Annex - Detailed CER Monetization Record

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Market Price	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee	Total Euro	Actual USD
2009	Q2	OTC	1,100,000	11.62	11.85	13,030,000	18,244,887
		Exchange	20,000	11.62	10.79	215,700	302,455
	Q3	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	80,000	12.74	13.16	1,044,000	1,519,280
	Q4	OTC	400,000	12.72	12.41	4,965,000	7,372,659
		Exchange	450,000	12.72	13.02	5,860,600	8,689,141
2010	Q1	OTC	1,300,000	11.69	11.93	15,505,000	21,219,352
		Exchange	420,000	11.69	11.59	4,867,200	6,734,673
	Q2	OTC	1,570,000	13.02	13.17	20,684,500	26,768,710
		Exchange	895,000	13.02	13.07	11,693,600	15,068,497
	Q3	OTC	700,000	12.90	13.51	9,454,000	12,049,753
		Exchange	540,000	12.90	12.67	6,839,600	8,866,433
	Q4	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	560,000	12.47	12.48	6,991,500	9,511,362
2011	Q1	OTC	300,000	11.89	12.83	3,847,500	5,437,099
		Exchange	180,000	11.89	11.44	2,059,000	2,746,051
	Q2	OTC	500,000	12.49	13.02	6,509,000	9,357,538
		Exchange	315,000	12.49	12.53	3,946,900	5,662,845
	Q3	Auction	200,000	12.49	12.52	2,504,000	3,567,699
		OTC	-	-	-	-	-
	Q4	Exchange	390,000	9.07	8.81	3,434,600	4,803,998
		OTC	-	-	-	-	-
2012	Q1	Exchange	40,000	6.21	7.79	311,400	418,332
		OTC	-	-	-	-	-
	Q2	Exchange	400,000	4.16	4.37	1,748,100	2,306,972
		OTC	250,000	3.82	3.67	921,500	1,158,337
	Q3	Exchange	1,681,000	3.82	3.81	6,411,770	8,251,269
		OTC	-	0.18	-	-	-
	Q4	Exchange	1,614,000	2.91	2.95	5,006,550	6,224,091
		OTC	6,000	0.18	1.05	6,300	8,027
2013	Q1	Exchange	959,000	0.18	1.38	1,317,480	1,698,951
		OTC	1,498,000	0.16	0.13	190,280	254,006
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	144,303	0.28	0.43	62,050	82,030
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	300,000	0.60	0.71	212,000	286,740
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,800,000	0.45	0.49	868,000	1,181,238
2014	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	655,000	0.31	0.36	216,900	293,664
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,478,000	0.14	0.19	259,230	335,597
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	550,594	0.16	1.37	129,644	165,652
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	789,680	0.07	1.35	166,494	208,182
2015	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,696,880	0.02	1.70	2,886,627	3,175,996
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	97,415	0.45	2.56	249,430	279,669
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	574,273	0.49	0.20	113,720	130,493
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,327,170	0.59	0.95	1,260,042	1,371,219
2016	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	72,135	0.40	4.16	299,802	327,512
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	65,491	0.41	6.75	442,164	499,286
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	23,988	0.39	10.93	262,117	293,240
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	286,362	0.33	0.73	208,473	223,416
2017	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	40,047	0.28	13.00	520,486	562,913
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	10,647	0.23	14.00	149,098	163,450
		Exchange	-	-	-	-	-
<b>Total</b>			<b>26,279,985</b>			<b>147,671,356</b>	<b>197,822,712</b>

a/ net of EUR 10,000 exchange fees

## Glossary

Term	Definition
ABED	Antigua and Barbuda Department of Environment
ADA	Agence pour le Developpement Agricole – Morocco
AGCI	Agencia de Cooperacion Internacional - Chile
ANII	Agencia Nacional de Investigación e Innovación – Uruguay
BOAD	West African Development Bank
CAF	Development Bank of Latin America
CSE	Centre de Suivi Ecologique - Senegal
DRFN	Desert Research Foundation Namibia
FDS	Fundecooperacion Para el Desarrollo Sostenible – Costa Rica
FN	Fundación Natura - Colombia
FNE	Fonds National pour l’Environnement – Benin
IDB	Inter-American Development Bank
IDDI	Dominican Institute of Integral Development
IFAD	International Fund for Agricultural Development
MIE	Multilateral Implementing Entity
MINIRENA	Ministry of Natural Resources - Rwanda
MOFEC	Ministry of Finance and Economic Cooperation – Ethiopia
MOPIC	Ministry of Planning and International Cooperation – Jordan
NABARD	National Bank for Agriculture and Rural Development – India
NEMA	National Environment Management Authority - Kenya
NIE	National Implementing Entity
OSS	Sahara and Sahel Observatory
PIOJ	Planning Institute of Jamaica
PROFONANPE	Fondo de Promoción de las Áreas Naturales Protegidas del Perú
RIE	Regional Implementing Entity
SANBI	South African National Biodiversity Institute
SPREP	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme
UCAR	Unidad para el Cambio Rural – Argentina
UN HABITAT	United Nations Human Settlements Program
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
WB	World Bank
WMO	World Meteorological Organization
WFP	United Nations World Food Program